



BASEBALL
UNE SÉRIE MONDIALE
ASTROS-WHITE SOX S 3

ALIMENTATION
DÉLICIEUSE
CITROUILLE! B 1

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL



www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE JEUDI 20 OCTOBRE 2005

SONDAGE CROP — LE SOLEIL — 106.3

Élections à Lévis



Jean Garon
31%



Danielle Roy-Marinelli
26%



Gilles Lehouillier
19%

Autre... 1%

Ne voteraient pas... 7%

Refus... 15%

Avant répartition des indécis

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

Garon en danger

L'avance du maire de Lévis sur Roy-Marinelli paraît fragile

MARC SAINT-PIERRE
MStPierre@lesoleil.com

■ À trois semaines des élections, le maire Jean Garon est en avance dans les intentions de vote des Lévisiens, selon un sondage CROP réalisé pour le compte du SOLEIL et de la Première Chaîne de Radio-Canada 106,3 FM. Mais Danielle Roy-Marinelli le talonne résolument, au point qu'il est possible qu'elle lui ravisse son fauteuil.

«C'est une lutte serrée entre M. Garon et M^{me} Roy-Marinelli. M. Lehouillier (Gilles) fait bonne figure, mais il est quand même assez loin derrière», a expliqué le vice-président de la maison CROP, Claude Gauthier, hier.

«Le gagnant devrait être M. Garon ou M^{me} Roy-Marinelli. M. Garon a une petite avance, mais il est toujours possible que ce soit celle-ci qui emporte la mairie. La situation est encore imprécise, tout peut encore arriver. Ce n'est pas encore la catastrophe pour M. Garon, mais on peut dire qu'il est en danger», a ajouté M. Gauthier.

Selon le sondage, réalisé entre le 13 et le 17 octobre auprès de 401 Lévisiens, le maire sortant et chef du Parti des citoyens et citoyennes (PCC) aurait obtenu à ce moment 31 % des voix. Danielle Roy-Marinelli, qui a quitté le PCC pour former Lévis Force 10, aurait reçu l'appui de 26 % des électeurs. Et Gilles Lehouillier, chef de Démocratie Lévis, de 19 %.

Après répartition des indécis et des discrets, soit une forte cohorte repré-

sentant 22 % des sondés, c'est 40 % du vote qui serait allé à M. Garon, 34 % à M^{me} Roy-Marinelli et 25 % à M. Lehouillier.

Les questions posées par CROP aux Lévisiens ont été les suivantes: «Si les élections avaient lieu à Lévis aujourd'hui, pour lequel des candidats suivants à la mairie voteriez-vous: Jean Garon, Gilles Lehouillier, Danielle

Voir GARON en A 2 >

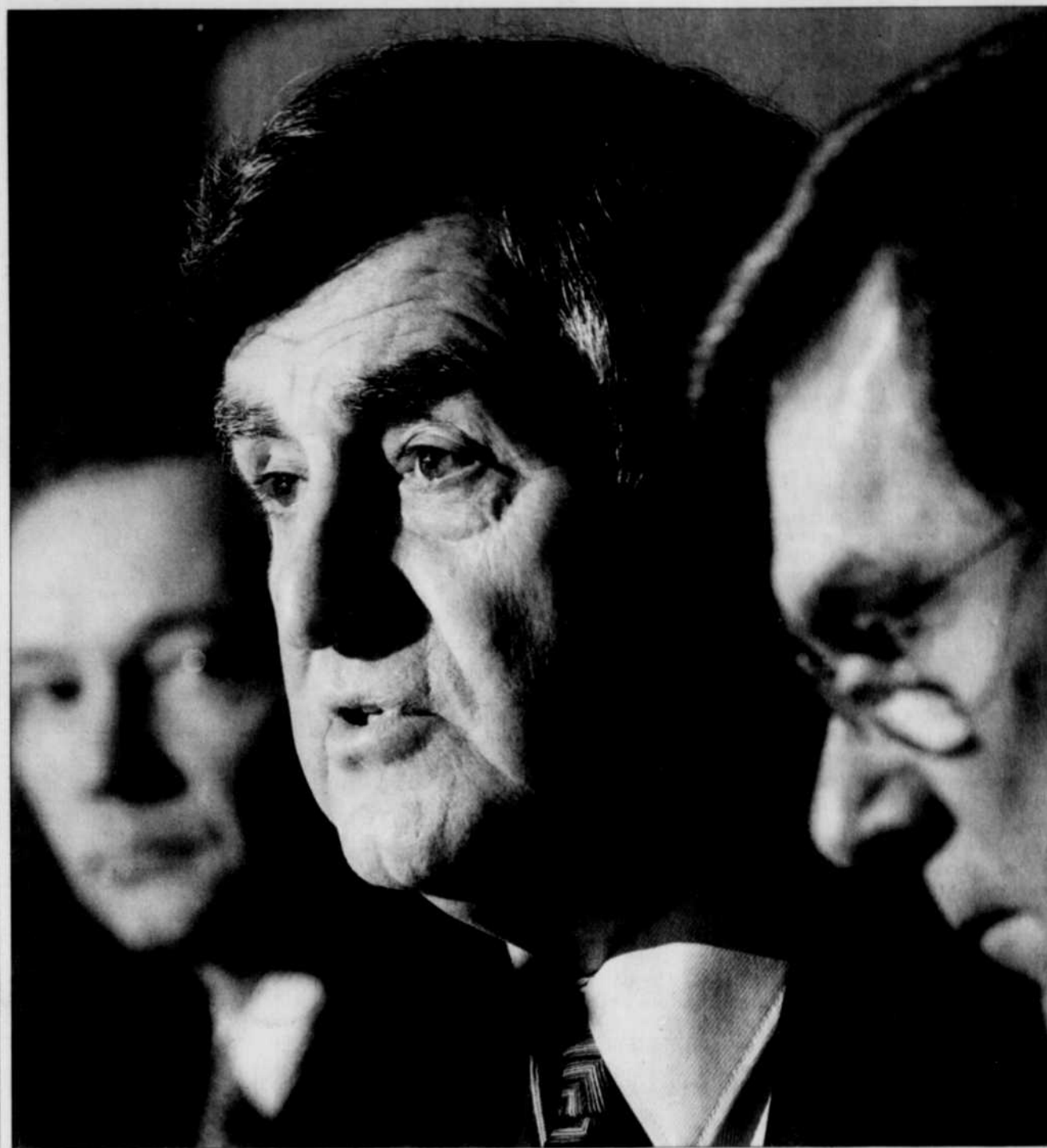
Plus d'information Pages A 2 et A 3

Vers les élections municipales

- Boucher attendue de pied ferme A 7
- Bellemare tiendrait des sommets A 7
- Portrait de district: Chauveau A 7



Contre la «république du statu quo»



Bouchard et son groupe lançant le manifeste «Pour un Québec lucide», qui propose notamment de hausser les tarifs d'Hydro.

Le Québec a besoin d'un coup de barre, lancent Lucien Bouchard et une douzaine de personnalités

SIMON BOIVIN
SBoivin@lesoleil.com

■ Lucien Bouchard lance un pavé dans la mare du statu quo et gifle les syndicats au passage. La société québécoise est menacée et un grand coup de barre s'impose, dit-il, sous peine qu'elle devienne un «fossile du XX^e siècle».

«Si on aime nos enfants — et je crois qu'on les aime tous —, il faut préparer ce qui s'en vient et ça nous oblige à regarder en face un certain nombre de choses, a commenté M. Bouchard au SOLEIL. Et accepter une discipline qui va conduire à une réforme un peu dure à faire.»

Flanqué d'une douzaine de citoyens, des acteurs influents de di-

vers horizons, M. Bouchard a présenté, hier, le manifeste *Pour un Québec lucide*. Un document d'une dizaine de pages qui porte un regard sévère sur la préparation et l'état de conscience du Québec devant les défis qui l'attendent. Et qui propose des solutions qui feront jaser: dégel des frais de scolarité, hausse des tarifs d'Hydro-Québec pour payer la dette, ou-

verture au privé du système public, réorganisation du travail, création

Voir BOUCHARD en A 4 >

Plus d'info Pages A 12, A 18 et A 19

LA QUESTION DU JOUR

QU'EN PENSEZ-VOUS?

Partagez-vous les constats et les pistes du manifeste du groupe de Lucien Bouchard?

ÉCRIVEZ-NOUS À opinion@lesoleil.com
Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

DÉBAT DES CANDIDATS À LA DIRECTION DU PQ

Marois ménage Boisclair, qui attaque... Charest

MICHEL CORBEIL
MCorbeil@lesoleil.com

Il y avait de l'atmosphère, hier soir, au Capitole de Québec, gracieuseté des militants. Les aspirants à la direction du Parti québécois n'y ont pas contribué, eux. Et la collision frontale entre les deux principaux aspirants, André Boisclair et Pauline Marois, n'a pas eu lieu.

Devant la salle de spectacle pleine à craquer, les applaudissements — et quelques rares huées — avaient démontré l'intérêt du public pour «l'explication» au sommet. Réunis au sein du même trio, les deux politiciens se sont contentés d'exposer leur plan de match pour faire la promotion de la souveraineté.

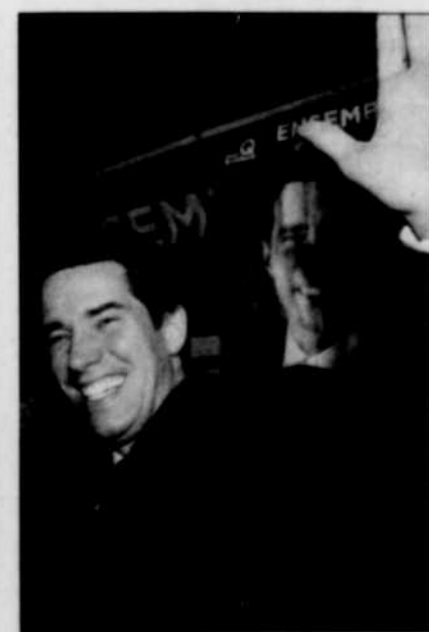
Pauline Marois, que le récent sondage Léger Marketing donne toujours très loin derrière André Boisclair — 25 % appuient la seule femme dans la course et 52 % endossent l'ex-député —, s'est refusée à critiquer son principal concurrent.

«Je n'en ai pas profité pour l'attaquer parce que j'ai préféré expliquer ce que je veux faire. Et encore aurait-



Pauline Marois et André Boisclair à leur arrivée au Capitole hier. On attendait une collision frontale des deux aspirants, mais elle n'a pas eu lieu.

il fallu qu'il y ait matière à attaque», a-t-elle expliqué aux journalistes en avançant que M. Boisclair n'a pas avancé d'idées nouvelles.



Celui qui s'impose comme le favori s'est concentré à plaider pour la démarche qu'il propose, calquée sur le programme du Parti. Élu chef et pre-

mier ministre, il tiendra un référendum le plus tôt possible à l'intérieur du mandat.

Il a préféré se livrer à une virulente sortie contre Jean Charest. Ce dernier s'est moqué de la course à la direction qui donne le «vertige» aux Québécois.

«M. Charest est encore premier ministre pour un petit bout de temps, a-t-il lancé dans sa conclusion. Un peu de dignité, s'il vous plaît et répondez à deux questions. Lors d'un référendum, allez-vous continuer d'accepter l'argent sale d'Ottawa et après une victoire référendaire, allez-vous reconnaître le résultat?»

Le candidat marginal, Gilbert Paquette, a décoché quelques flèches vers le favori. Il l'a accusé d'entretenir les relents de l'affirmation nationale en disant attendre un «mouvement naturel» vers l'indépendance. Ce mouvement est là, a répliqué M. Boisclair. Il s'illustre, a-t-il enchaîné, par le fait que de nombreux militants ont été refoulés hors de la salle, par manque de place.

Voir PQ en A 4 >

Plus d'information Page A 12

À LIRE AUJOURD'HUI

■ Wilma, le plus puissant jamais répertorié dans l'Atlantique Page A 16
Pendant que l'ouragan Wilma faisait route hier soir vers la péninsule du Yucatan et Cuba, les autorités au Mexique et en Floride pressaient les touristes de s'en aller.

SOMMAIRE

Agenda	B 8	Décès	C 7
Bandes dessinées	B 9	Horoscope	B 9
Bourses	C 5	Loteries	A 4
Bridge	S 14	Météo	S 16
Chroniqueurs		Mots croisés	B 9
Julie Lemieux	B 5	Sudoku	B 2
Normand Provencher	A 5	Petites annonces	S 11
		Télévision	B 4

MÉTÉO

Max. 7, min. 1
Plutôt nuageux avec flocons cessant en matinée.
Détails page S 16.

Précipitations (avant hier)
Ce mois-ci: 110,2 mm L'an dernier: 55,1 mm
Cet été: 887,1 mm L'été dernier: 656,4 mm

QUÉBEC,
109^e ANNÉE, N^o 289
FLORIDE, 1,89 \$ US
MONTREAL,
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27557 00074 2

LA COURSE À LA MAIRIE DE LÉVIS

SONDAGE CROP

Appui massif au projet Rabaska

PIERRE PELCHAT
PPelchat@lesoleil.com

■ Trois sondés sur cinq ou 60 % des personnes interrogées à Lévis appuient le projet de port méthanier Rabaska, selon le sondage CROP réalisé pour LE SOLEIL et la Première Chaîne de Radio-Canada 106,3 FM.

Seulement 27 % se sont dits très ou plutôt opposés au projet de 700 millions \$ à l'est de Lévis, alors que 12 % des gens contactés n'avaient pas d'opinion ou ont refusé de répondre.

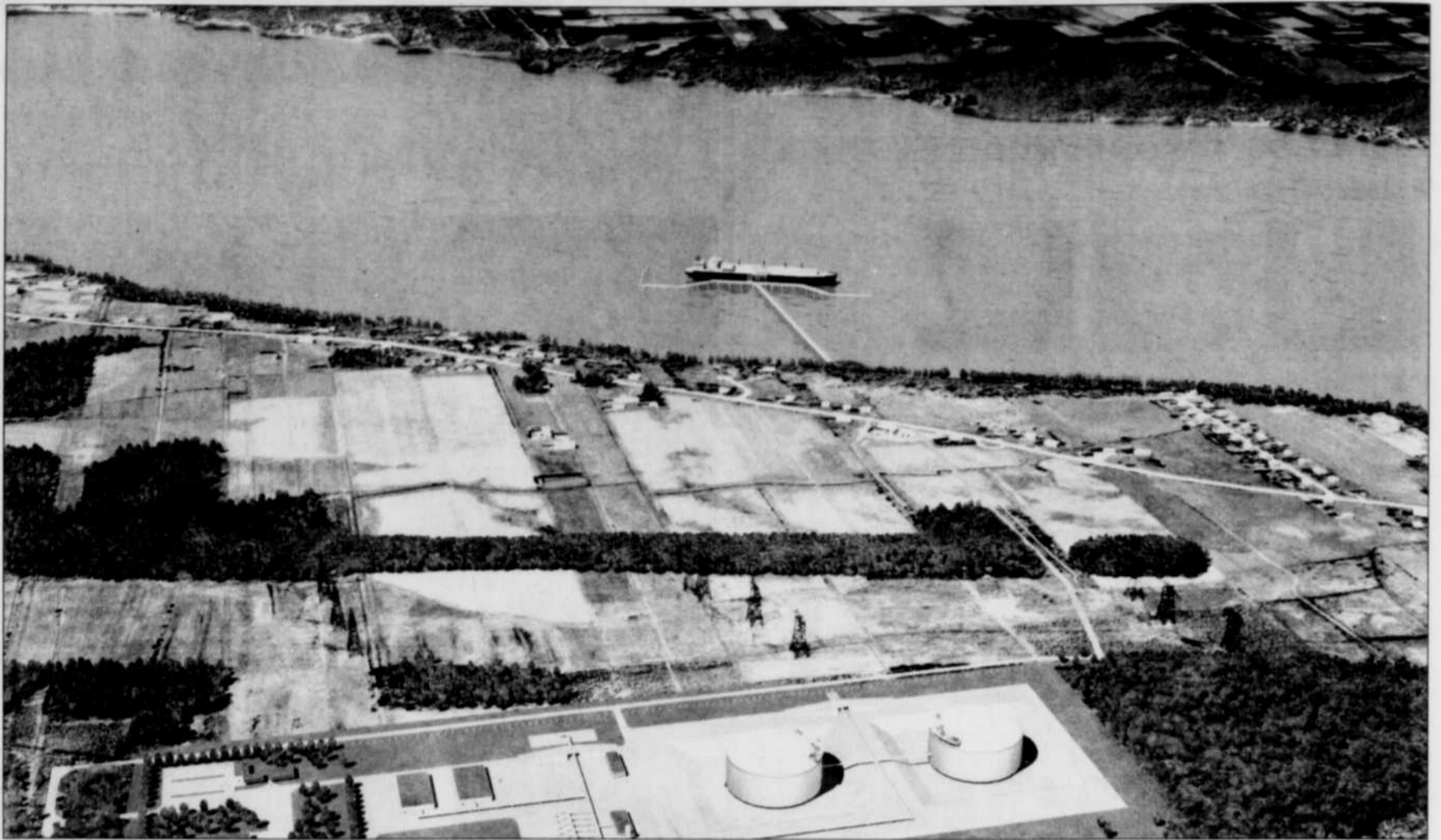
Le sondage ne donne toutefois pas une ventilation de ces résultats par arrondissement. Depuis l'annonce du projet, l'opposition s'est surtout fait sentir dans l'arrondissement Desjardins, là où sera construit le terminal méthanier si le promoteur obtient toutes les autorisations nécessaires.

Une forte majorité d'hommes est favorable au projet, alors que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à s'opposer à l'implantation du port méthanier

Le coup de sonde montre qu'une forte majorité d'hommes (73 %) sont favorables au projet, alors que la moitié des femmes interrogées (48 %) l'appuient. Ainsi, les femmes (36 %) sont plus nombreuses que les hommes (19 %) à s'opposer à l'implantation du port méthanier.

Parmi les gens qui voteraient pour M. Jean Garon, 71 % appuient le projet Rabaska contre 67 % des appuis de Danielle Roy-Marinelli et 58 % pour Gilles Lehouillier.

Les électeurs qui voteront pour M. Lehouillier sont plus nombreux (32 % d'entre eux) à s'opposer au projet de terminal de gaz naturel liquéfié. Pour M^{me} Roy-Marinelli, cette proportion est de 27 % et de 18 % en ce qui concerne M. Garon.



Le sondage sur le projet Rabaska ne détaille pas les résultats par arrondissement. Depuis l'annonce du projet, l'opposition s'est surtout fait sentir dans l'arrondissement Desjardins, là où sera construit le terminal méthanier.

On note que 27 % de tous les sondés sont très favorables au projet, fortement appuyé par les gens d'affaires, comparativement à 17 % qui se disent très opposés.

Plus du tiers (35 %) qui ont exprimé l'intention de voter pour M. Garon sont très favorables au terminal méthanier. La part des intentions de vote pour M^{me} Roy-Marinelli et M. Lehouillier de personnes très favorables au projet est respectivement de 26 et de 25 %.

À l'inverse, près du quart (22 %) des électeurs qui appuient M. Lehouillier sont très opposés à Rabaska. Cette proportion n'est que de 8 % pour M. Garon et de 15 % pour M^{me} Roy-Marinelli.

SONDAGE CROP — LE SOLEIL — 106,3

► Les partisans de...

	Ont fait un choix définitif	Iront très probablement voter
Jean Garon	48 %	53 %
Gilles Lehouillier	46 %	72 %
Danielle Roy-Marinelli	47 %	65 %

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

GARON

Suite de la Une

Roy-Marinelli ? ; Y a-t-il un candidat ou une candidate que vous seriez tenté(e) d'appuyer présentement : Jean Garon, Gilles Lehouillier, Danielle Roy-Marinelli ?

Le sondage a été mis en branle avant l'entrée en scène du candidat vert Mathieu Castonguay. Un pour cent des électeurs ont néanmoins exprimé l'avis qu'ils voteraient pour quelqu'un d'autre que les trois chefs de parti.

Cette situation encore imprécise à laquelle fait allusion le sondeur Gauthier apparaît dans l'importance du groupe des indécis et de ceux qui ne se prononcent pas. « Ce n'est pas négligeable que 22 % des gens ne soient pas décidés », a-t-il observé.

Il ressort également de l'instantané de CROP que le ciment est loin d'être pris en ce qui concerne les intentions de vote. Ce sont 52 % des sondés qui donnent pour l'heure leur appui à Jean Garon qui affirment qu'ils pourront toujours changer d'idée d'ici le 6 novembre. Pour M^{me} Roy-Marinelli, ce sont 53 % des Lévisiens qui sont dans le même état d'esprit et 54 % en ce qui a trait à M. Lehouillier.

« La moitié des répondants indiquent qu'ils peuvent encore changer d'avis. Et il n'y a pas de différence d'un candidat à l'autre », a noté M. Gauthier. Mais il y a un autre poids dans la balance, celui de la probabilité que les Lévisiens se rendent aux urnes. De quoi lui donner la capacité de brouiller les cartes, la fermeté des intentions joue en faveur de Gilles Lehouillier, 72 % des sondés indiquant qu'il est « très probable » qu'ils se rendent voter; pour M^{me} Roy-Marinelli, c'est 65 % et, pour Jean Garon, 53 %. Quinze pour cent de ceux qui lui accordent leur appui indiquent même qu'il est probable qu'ils ne votent pas.

« Les gens les plus susceptibles d'aller voter sont ceux qui appuient M^{me} Roy-Marinelli et M. Lehouillier. C'est compréhensible, ils veulent du changement », a retenu M. Gauthier, soulignant que M. Garon aura intérêt à « faire sortir son vote ».

Autre facteur qui fait de Gilles Lehouillier un adversaire non négligeable : c'est son parti, Démocratie Lévis, qui tire le plus l'électorat, selon le constat de CROP. Quatre-vingts pour cent des électeurs sondés qui l'ap-

SONDAGE CROP — LE SOLEIL — 106,3

► Intérêt pour la campagne

	%
Très/assez	38
Peu/pas	62

► Satisfaction à l'égard de la présente administration

	%
Très/assez	53
Peu/pas	37
Ne sait pas	11

► Projet Rabaska

	%
Très/plutôt favorable	60
Très/plutôt opposé	27
Ne sait pas	12

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

puient penser voter pour ses candidats à l'échevinage, 76 % des pro-Garon pour ceux de son Parti des citoyens et citoyennes et 71 % des partisans de M^{me} Roy-Marinelli qui entendent donner leur vote à ses candidats de Lévis Force 10.

Il y a autre chose dans le sondage porteur de sueurs froides pour le résidant du 2175, chemin du Fleuve. À peine plus de la moitié des Lévisiens, soit 53 %, sont « très ou assez satisfaits » de l'administration de Jean Garon.

« Ce sont seulement 6 % des gens qui sont très satisfaits. Il y a là une nuance intéressante. Les gens sont sans plus plutôt satisfaits. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond », a estimé le vice-président de CROP.

« Ce n'est pas un gros taux de satisfaction. Il est à la limite. Pour M. Garon, ce n'est pas encore la catastrophe, mais il est en danger. Il ne pourra pas avoir une fin de course tranquille. Il devra travailler », a résumé M. Gauthier.

Pas un gros taux de satisfaction envers Garon



CONTEMPORAINE

LE PALETOT
TAILLEUR
MODERNE
199.95

Un essentiel pour la vie active, pour le 9 à 5 en ville. Un manteau longueur genoux, parfait avec les jupes, les pantalons, qui fait une belle silhouette avec sa forme droite à longues coutures-découpes. Mélange laine et cachemire. Noir, charbon, chocolat. 4 à 16. Trois cents écharpes façon fourrure, similaires à la photo, seront distribuées à travers nos 7 magasins, et seront remises en cadeau aux premières clientes qui achèteront leur manteau en laine, signé Contemporaine.

Consultez notre nouveau catalogue en ligne présentement
simons

www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALÉRIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, L'AVENUE CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

SONDAGE CROP — LE SOLEIL — 106,3

► Intentions de vote

À LA MAIRIE		DANS LES DISTRICTS	
Jean Garon	31 %	Parti des citoyens et des citoyennes	29 %
Danielle Roy-Marinelli	26 %	Lévis Force 10	22 %
Gilles Lehouillier	19 %	Démocratie Lévis	20 %
Autre	1 %	Indépendant	1 %
Ne voteraient pas Refus	22 %	Ne voteraient Refus	27 %

Avant répartition des indécis

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

LA COURSE À LA MAIRIE DE LÉVIS

Info800
AM

SONDAGE CROP

Une campagne qui ne lève pas

Deux Lévisiens sur trois se disent peu intéressés par les élections municipales

MARC SAINT-PIERRE
MSPierre@lesoleil.com

■ Les Lévisiens sont plus sollicités que jamais pour la campagne électorale municipale, avec trois partis comptant des équipes complètes auxquels s'ajoutent une brochette de candidats indépendants.

Pourtant, peu d'entre eux (30 %) sont très ou assez intéressés. Une nette majorité de 62 % est peu ou pas intéressée par la campagne électorale.

C'est ce qu'a établi parmi d'autres constats le sondage CROP pour LE SOLEIL et la Première Chaîne de Radio-Canada 106,3 FM, qui s'intéressait aux perceptions des Lévisiens.

COMPÉTENCE ET INTÉGRITÉ

En tenant compte de l'échantillonnage de 401 personnes sondées, il y a aussi plein de monde à Lévis qui ne sait pas, pour le moment; à quoi s'en tenir sur la compétence et sur l'intégrité des trois chefs de parti, Jean Garon, Danielle Roy-Marinelli et Gilles Lehouillier, qui sollicitent leur vote.

De la perception des Lévisiens, il s'est dégagé que 31 % des personnes interrogées ne savent pas qui des trois chefs de parti est le plus intègre. Pour 25 % d'entre eux néanmoins, c'est le maire sortant, Jean Garon, qui emporte la palme à ce chapitre. Ce même point de vue a été celui de 22 % des sondés en ce qui concerne M^{me} Roy-Marinelli et 18 % pour M. Lehouillier.

C'est aussi Jean Garon qui a la plus haute cote de compétence en affaires municipales, 39 % des sondés étant d'avis qu'il est le meilleur, contre seulement 15 % pour M^{me} Roy-Marinelli et M. Lehouillier. Dans le même temps toutefois, 26 % des sondés ont dit ne pas savoir.

Quant au candidat à la mairie « le plus proche des gens », 26 % des sondés ont indiqué que c'était M^{me} Roy-Marinelli, 24 % M. Garon et 21 % M. Lehouillier. Un quart des sondés ne se sont pas prononcés.

GROUPES D'ÂGE

Du sondage de CROP, il s'est aussi dégagé que ce sont majoritairement les hommes, les jeunes et les 55 ans et plus qui ont l'intention de voter pour Jean Garon.

Le maire sortant a effectivement l'appui de 39 % des hommes qui ont accepté de répondre aux questions des sondés. Il est aussi majoritaire chez les 55 ans et plus avec 31 % des intentions de vote. Chez les 18-34 ans également, qui penchent en sa faveur à 39 %.

Pour sa part, M^{me} Roy-Marinelli a l'appui de 32 % des femmes. Peut-être parce qu'elle est issue du jeune milieu de son quartier de Saint-Jean-Chrysostome, le gros de ses appuis lui vient des 35-54 ans.

C'est Gilles Lehouillier qui ratisse le moins selon le sexe et les groupes d'âge, son meilleur soutien lui venant des 35-54 ans, qui sont 22 % à l'appuyer.

Garon
jugé
le
plus
compétent

La qualité des services municipaux vient au premier rang des priorités des gens de Lévis, révèle le sondage. Et cette préoccupation est très présente parmi les électeurs qui appuient Gilles Lehouillier (34 %) et Danielle Roy-Marinelli (31 %).

La qualité des services avant le gel des taxes

PIERRE PELCHAT

Ppelchat@lesoleil.com

■ La réduction ou le gel du compte de taxes n'est pas la priorité que le prochain maire de Lévis devrait avoir.

Le sondage réalisé pour LE SOLEIL et la Première Chaîne de Radio-Canada 106,3 FM par la maison CROP montre que la qualité des services municipaux vient au premier rang des priorités à Lévis. Le quart des 401 personnes interrogées ont fait ce choix contre 13 % pour la réduction ou le gel du compte de taxes.

Parmi les trois chefs de parti à l'élection du 6 novembre, c'est M^{me} Danielle Roy-Marinelli qui a la plus forte proportion (19 %) d'électeurs qui l'appuient et qui sont favorables à un gel ou à une réduction de taxes. Ce même rapport n'est que 11 % pour M. Jean Garon et de 9 % pour M. Lehouillier.

« Il faut comprendre que les taxes à Lévis ne sont pas un problème. Les gens sont prêts à payer s'ils ont les services », a commenté Claude Gauthier, vice-président de CROP.

« On peut faire une comparaison avec les choix qu'a dû faire le gouvernement Charest et qui n'a

pas baissé les impôts. La population n'est pas d'accord de diminuer les impôts s'il faut réduire les services », a-t-il ajouté.

Cette préoccupation pour la qualité des services municipaux est très présente parmi les électeurs qui appuient M. Lehouillier (34 %) et M^{me} Roy-Marinelli (31 %). La part d'électeurs qui ont l'intention de voter pour M. Garon et qui identifient la qualité des services municipaux comme une priorité est de 19 %.

Les personnes qui appuient le maire sortant sont plus nombreuses à avoir identifié le développement économique (27 %) comme priorité du prochain maire, alors que seulement 18 % de tous les sondés sont d'avis que le développement économique devrait être la priorité du prochain maire.

Seulement 10 % des appuis de M. Lehouillier et 14 % de ceux de M^{me} Roy-Marinelli ont fait du développement économique la priorité de la prochaine administration municipale.

Les autres priorités par ordre d'importance identifiées par l'ensemble des personnes interrogées sont la gestion des finances publiques (17 %), la création d'emplois (13 %) et le développement résidentiel (4 %).

Gestion des finances, création d'emplois et développement résidentiel parmi les autres priorités

SONDAGE CROP — LE SOLEIL — 106.3

PREMIÈRE CHAÎNE

► Perception des priorités

	%
Qualité des services municipaux	25
Développement économique	18
Gestion des finances publiques	17
Réduction / gel des taxes municipales	13
Création d'emplois	13
Développement résidentiel	4
Toutes ou plusieurs de ces réponses	1
Autres réponses	4
Ne savent pas	5

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

SONDAGE CROP — LE SOLEIL — 106.3

PREMIÈRE CHAÎNE

► Perception à l'égard des trois candidats

	Plus intègre	Plus proche des gens	Plus compétent en affaires municipales
Jean Garon	25 %	24 %	39 %
Danielle Roy-Marinelli	22 %	26 %	15 %
Gilles Lehouillier	18 %	21 %	15 %
Aucun	4 %	4 %	4 %
Ne sait pas	31 %	25 %	26 %

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

SONDAGE CROP — LE SOLEIL — 106.3

PREMIÈRE CHAÎNE

► Méthodologie

Les résultats du sondage reposent sur 401 entrevues téléphoniques effectuées par CROP, du 13 au 17 octobre 2005, dans la ville de Lévis. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille est précis à 5 points près, 19 fois sur 20.

Adieu monctonie

Classique • Jazz • Chanson • Musique du monde

ESPACE
MUSIQUE

95,3 FM

www.radio-canada.ca/quebec

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
	abonnements@lesoleil.com
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
	petitesannonces@lesoleil.com
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
	redaction@lesoleil.com
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 40065022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

S A M E D I

DANS LE SOLEIL

BIJOUX TCHÈQUES



Pour plusieurs, une visite en République tchèque se limite souvent à un séjour à Prague. Ce serait une erreur de ne pas ajouter à son itinéraire des arrêts à Český Krumlov et à Kutná Hora, cités moyenâgeuses figurant sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Dans le cahier Voyages

RENDEZ-VOUS AU SOMMET



LE SOLEIL termine samedi sa série spéciale sur quelques-uns des plus beaux sentiers d'excursion en montagne du Québec. Histoire de finir en beauté, rendez-vous au mont Hog's Back pour avoir envie de poursuivre la quête des sommets, même en hiver.

Dans le cahier Voyages

BOUCHARD

Suite de la Une

d'un Régime de revenu minimum garanti.

Les Joseph Facal, ex-ministre péquiste, André Pratte, éditorialiste à *La Presse*, Pierre Fortin, économiste réputé, Guy Saint-Pierre, ex-ministre libéral et ancien président de SNC-Lavalin, et Denise Verreault, présidente de Groupe maritime Verreault, signent notamment le manifeste. Un groupe qui s'est formé « au hasard de la vie, de rencontres professionnelles ou autres », indique M. Bouchard.

« J'imagine que plein de gens vont dire: "On sait bien, ce sont des néolibéraux" et ils vont nous accoler une étiquette pour essayer de nous bâillonner, prêche l'ancien premier ministre. Être progressif, est-ce que ça veut dire ne pas se soucier des finances du Québec? »

Les constats ne sont pas nouveaux. Une population vieillissante qui fait croître les coûts d'un système de santé supporté par moins de payeurs d'impôt. La concurrence asiatique qui met à mal différents secteurs de l'économie. La dette qui ronge une bonne partie de la marge de manœuvre financière du Québec.

Pour un Québec lucide postule que, devant cette situation, la réaction des Québécois est alarmante. Aveuglés par une prospérité économique contextuelle, ils protègent jalousement leur confort et leurs acquis. « La plupart des Québécois continuent de nier ou d'ignorer le danger. D'où notre profonde inquiétude. (...) Le moindre projet audacieux, le moindre appel à la responsabilité, la moindre modification dans nos confortables habitudes de vie sont accueillis par une levée de

boucliers, une fin de non-recevoir, au mieux par l'indifférence. »

FREIN SYNDICAL

Le frein au changement est pour beaucoup l'affaire des grands syndicats, peut-on lire dans le manifeste. En pleine négociation avec le secteur public, le groupe reproche à l'action syndicale de se limiter à « une protection à courte vue des intérêts de ses membres ». « Cette espèce de refus global du changement fait mal au Québec parce qu'il risque de le transformer en république du *statu quo*, en fossile du XX^e siècle », soutient le manifeste.

Les signataires espèrent pouvoir lancer un débat sans subir le « tribunal d'inquisition du consensus québécois ». Ils dénoncent la difficulté à mettre sur la place publique une idée non conventionnelle sans qu'une vague d'opprobre la tue dans l'œuf. « Les Québécois ont mis des années à se sortir de la Grande Noirceur et à rattraper le retard que leur avaient imposé le repli sur soi et un attachement démesuré à la tradition, lance le manifeste. Voilà que les mêmes travers nous guettent. »

Lucien Bouchard ne s'offusque pas de voir le premier ministre Jean Charest utiliser le document à toutes les sauces en Chambre. Mais la remarque de la présidente de la CSN, Claudette Carboneau, à l'effet que le groupe représente le « lobby du grand capital et de Paul Desmarais », le pique au vif.

« Ne voyez-vous pas là la confirmation de ce qu'on dit? On ne peut pas déplaier aux leaders syndicaux sans se faire dire: "Ah, ce sont les pantins de Power Corporation." Est-ce qu'on pourrait oublier qui parle et écouter ce qu'ils disent? Des fois que ce serait vrai. »

CENTRES JEUNESSE

Québec veut l'heure juste sur l'isolement

CLAUDETTE SAMSON

CSamson@lesoleil.com

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) demande aux centres jeunesse de lui dresser un portrait du recours à l'isolement des jeunes dans les centres de réadaptation. Selon le ministère, ce n'est que coïncidence si cette demande survient immédiatement après la sortie du film de Paul Arcand, qui villipende cette mesure.

Ces derniers jours, les centres jeunesse ont reçu un questionnaire détaillé sur la façon dont l'isolement est appliqué, les mesures d'encadrement qui sont prises et le nombre de fois où il a été utilisé en 2004-2005.

Selon Dominique Breton, du MSSS, le ministère veut « avoir un portrait de l'utilisation » de l'isolement. À ce jour, cette information n'est centralisée nulle part ailleurs que dans chaque centre jeunesse. Mais c'est un hasard, dit-elle, si le questionnaire est sorti quatre jours après le film *Les Voleurs d'enfance*, qui dénonce entre autres l'isolement des jeunes.

Hasard ou pas, les centres jeunesse n'avaient pas attendu le film d'Arcand pour suivre de près le recours à l'isolement. En 2003, les directeurs généraux ont produit une politique

d'une quinzaine de pages pour guider son application.

Il y est clairement écrit qu'il s'agit d'une mesure exceptionnelle, qui n'a pas pour but de punir, mais qui est utilisée lorsqu'il est nécessaire de protéger le jeune ou les personnes qui l'entourent. En situation de crise, donc. La politique définit quel type de surveillance doit être appliqué, et même la durée, qui ne peut excéder six heures. Au-delà de ce délai, un cadre doit autoriser la poursuite de la mesure.

Dans les faits, explique Pierre Lachance, du centre jeunesse de Laval, qui a beaucoup travaillé sur ce dossier, les jeunes placés en isolement y restent généralement pour des périodes allant de quelques minutes à une heure. Et ce n'est que lorsqu'il y a un risque de lésions pour le jeune lui-même ou pour autrui que l'isolement est utilisé, et non tout simplement parce qu'il est fâché, assure-t-il.

Ces jours-ci, il s'affaire justement à compiler ses données pour répondre au ministère. Mais le questionnaire, dit-il, omet des informations importantes, en ne demandant pas de précisions sur les contextes. Exemple: au pavillon Notre-Dame-de-Laval, qui accueille environ 350 filles par année, autour de 35 sont allées à un moment ou un autre en chambre d'isolement, pour une centaine d'épisodes. Quand on détaille davantage, on découvre que deux ou trois d'entre elles ont occupé les chambres la moitié du temps.

Ce sont des cas sévères d'automutilation, explique M. Lachance, des jeunes filles qui ont aussi séjourné en hôpital psychiatrique. On ne peut faire abstraction de cette réalité quand on analyse les statistiques, dit-il.

Chez les garçons, qui sont plus nombreux en réadaptation, la proportion de ceux allant en isolement est sensiblement la même, un peu moins de 10%. Là aussi, cette mesure est souvent associée à la maladie mentale.

Pour réduire le recours à l'isolement, le centre jeunesse de Laval a mis sur pied en mars un « comité des solutions ». Ce comité se penche sur les cas de jeunes qui sont isolés de façon récurrente pour trouver des solutions permettant de prévenir l'explosion de la marmite. Ainsi, un adolescent s'est vu remettre une balle de mousse à lancer partout où il veut dans sa chambre. « Ça peut sembler banal, mais ça a marché! » souligne M. Lachance. Chez les filles, le « local à Lili », équipé d'un *punching bag*, a fait descendre le recours à l'isolement d'environ 35% depuis mars.

Mais il ne faut pas s'illusionner, note M. Lachance. Il restera toujours des situations où des jeunes doivent être temporairement mis à l'écart dans un environnement où ils ne peuvent se blesser, le temps qu'ils reprennent leurs sens. Une réalité qui va de pair avec les graves problèmes des jeunes hébergés en réadaptation.

PQ

Suite de la Une

Les aspirants à la succession de Bernard Landry ont campé sur des positions qu'on leur connaissait déjà. M^{me} Marois a laissé entendre qu'au pouvoir, elle commencera tout de suite à préparer le nécessaire référendum.

Richard Legendre, qui a fait le coup de sonde de Léger Marketing laisse en plan, avec 13% des appuis, a continué de marteler qu'il y a urgence de lancer la plébiscite. Il le tiendrait dans l'année suivant l'élection du PQ.

Sans surprise, le représentant de l'aile radicale du Parti québécois, Jean-Claude St-André, a accusé ses adversaires d'être des adeptes de la « pensée magique ». À son avis, la seule voie praticable vers l'indépendance est de se faire élire pour poser tout de suite des gestes vers la souveraineté avant même le référendum. Ce dernier servirait alors à sanctionner une Constitution du Québec.

Le duel le plus vif a opposé l'ex-haut fonctionnaire, Louis Bernard, au candidat de la gauche souverainiste, Pierre Dubuc. Le premier a décrié un aspect du programme péquiste. Une Déclaration d'indépendance ne peut être envisageable au lendemain d'une victoire du « Oui ». Il faut prévoir une période de transition.

Pierre Dubuc a rétorqué que cela ne

ferait que le jeu des fédéralistes. Si Louis Bernard s'inquiète de ne pas avoir les listes de citoyens pour leur expédier les chèques de pension de vieillesse, « qui vous dit qu'Ottawa vous les donnerait un an plus tard? » Pour contrer la propagande fédérale, il a soutenu que Québec devra investir « massivement » dans Télé-Québec.

Après le débat, Boisclair a dû répondre de nouveau de sa consommation de coke

Le moment le plus difficile est survenu après le débat. André Boisclair s'est de nouveau fait talonner sur sa consommation de cocaïne. Il a consenti à préciser qu'il ne l'avait pas fait depuis des années. Il a aussi nié que cela se soit produit au Whisky Bar Café, à Montréal, lorsque Bernard Landry était premier ministre (de 2001 à 2003).

Ce n'est « rien dont je suis fier. (...) Je suis une personne humaine qui a admis des erreurs », a-t-il laissé tomber avant d'enchaîner qu'il est « en pleine possession de ses moyens » et à la tête d'une équipe impressionnante.

Comme pour les autres débats, Ghislain Lebel a mis les rieurs de son côté, sans trop se préoccuper du thème et des questions. Il a tourné en dérision les opposants qui veulent tenir un plébiscite le plus rapidement possible. « C'est comme une attaque de Big Mac! »

Jean Ouimet, l'ex-chef du Parti vert, s'est contenté de revenir à la charge sur le même argument. Pour tendre à la souveraineté, il faut un projet de « contrat social ».

La totale est de retour

Jouez votre RABAIS à notre CASINO

15 et 50%* de rabais

Rabais applicable sur tous les luminaires, miroirs, reproductions et accessoires décoratifs à prix régulier en magasin

Lampada.

Achats payables en 12 mois sans intérêt.*
* Conditions en magasin. Sur approbation du crédit.

Bien plus que des luminaires
UN DÉCOR

boiteau
luminaire

1295, boul. Charest Ouest, Québec
(angle St-Sacrement)

Tel.: 687-2271 - 1 800 681-2271

VENTE DE

FAILLITE

NAPERT

LA LIQUIDATION DE LA MARCHANDISE DE L'ENTREPÔT EST COMMENCÉE

DES MILLIONS \$ DE MEUBLES, MATELAS ÉLECTROMÉNAGERS, ET ACCESSOIRES DE DÉCORATION À PRIX DE FAILLITE

INVENTAIRE RENOUELÉ TOUS LES JOURS

AUJOURD'HUI ET DEMAIN DE 12H00 À 21H00
SAMEDI ET DIMANCHE DE 10H00 À 17H00

1091, boul. Vachon Nord Sainte-Marie-de-Beauce

LOTO QUÉBEC Résultats

Tirage du 2005-10-19

1 ^{er} numéro	2 ^e numéro	3 ^e numéro
96 1570	079 391	713 198
25 000 \$	50 000 \$	100 000 \$

décomposables

Numéros -Télé-

279808 906179 642300
non décomposables

Numéro boni **16**

649 Tirage du 2005-10-19

11	19	33	35	39	40
----	----	----	----	----	----

COMPLÉMENTAIRE : 32

Quebec 455 Tirage du 2005-10-19

04	26	28	40	47	48
----	----	----	----	----	----

COMPLÉMENTAIRE : 30

PANCO Tirage du 2005-10-19

04	06	07	15	22	25	26	28	34	37
38	42	48	50	51	52	55	60	65	68

Quatre-vingts Tirage du 2005-10-19

3	4
353	4079

Extra Tirage du 2005-10-19

NUMÉRO
595944

Joker Ce soir, vous pourriez rire...

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de départ avant cette date et la date officielle de Loto-Québec, cette dernière a pris.



Le comité présidé par Michel Gervais propose un débat sur les droits de scolarité.

COMITÉ GERVAIS SUR L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

Pas de consensus sur le dégel des droits de scolarité

ANNIE MORIN
AMorin@lesoleil.com

■ Les étudiants sont désormais seuls, ou presque, à se battre contre un dégel des droits de scolarité.

Le comité de Michel Gervais sur l'accès à l'éducation, formé à la suite du Forum des générations d'octobre 2004, a bien tenté de recommander un dégel des droits de scolarité avant la fin du présent mandat des libéraux, dans son rapport rendu public hier. Tellement que certains participants ont eu l'impression que l'objectif principal du comité était de légitimer une éventuelle augmentation de la contribution étudiante.

Mais la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) s'y est opposée farouchement. Les syndicats et le Comité permanent de la jeunesse se sont rangés derrière elle. Les universités, les cégeps, les commissions scolaires, les parents et les politiciens penchaient de l'autre bord.

Parce qu'il tenait absolument au consensus, le comité n'a donc pu faire mieux que de proposer un débat sur la question des droits de scolarité à l'université, mais aussi en formation professionnelle et technique, au cégep et au secondaire. Débat à tenir d'ici les prochaines élections.

M. Gervais estime qu'il faut tenir ce « débat sérieux, transparent, avec des avis d'experts et des chiffres plutôt que des prises de position idéologiques ». Pour lui, c'est « complètement nouveau » que tous les « partenaires » du réseau de l'éducation, étudiants inclus, acceptent d'en parler « sereinement ».

« S'il y a un débat, on va y participer aussi activement que dans le cas de la campagne des 103 millions \$ », prévient toutefois François Vincent, président de la FEUQ, en faisant référence à la grève étudiante du printemps. Selon lui, la question des droits de scolarité est aussi et surtout un enjeu électoral.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a promis de soutenir le débat en présentant divers scénarios de gel et de dégel. « Ce que le comité cherche, c'est qu'il n'y ait pas un *forcing*, mais une adhésion de la part de plusieurs acteurs, de la population », a-t-il compris et endossé.

Le comité Gervais a donné des munitions au ministre en insistant sur l'importance de récupérer

les transferts fédéraux perdus depuis 1995. En contrepartie, il lui a toutefois demandé d'augmenter la part du budget du Québec allouée à l'éducation. En 1985, cette proportion dépassait 31 %. En 2005, elle n'était plus que de 25 %. « Ralentir ou maintenir le *statu quo* serait pour le Québec une orientation suicidaire », dit M. Gervais, en rappelant que l'Ontario et les États-Unis investissent en éducation comme jamais.

Le comité suggère également d'examiner la possibilité de relever le taux de taxation scolaire, plafonné depuis plusieurs années à 35 cents des 100 \$ d'évaluation, et de faire contribuer le secteur privé au financement de la formation professionnelle et technique dans les cégeps et les écoles secondaires.

RAPPROCHER LES CPE DE L'ÉCOLE

Toujours nuancé, le rapport propose aussi de placer les centres de la petite enfance (CPE) et les services de santé publique destinés aux jeunes sous la houlette des commissions scolaires et des écoles, mais seulement dans les régions où cela s'y prête et après avoir mené des projets pilotes. « C'est là que ça se passe. On trouve dans nos écoles 100 % des jeunes jusqu'à l'âge de 16 ans », fait remarquer André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, membre du comité.

Hélène Potvin, présidente de l'Association québécoise des centres de la petite enfance, n'a rien contre le fait de rapprocher les CPE de l'école, mais tient à ce qu'ils demeurent soumis à l'autorité des parents, les premiers intéressés par ce qui s'y passe. « En 1997, on a fait le choix de ne pas scolariser les petits », rappelle aussi M^{me} Potvin.

Parmi les grandes priorités du comité Gervais, notons également un plus grand pouvoir aux régions dans l'organisation des services éducatifs, où celles qui feraient des économies pourraient garder l'argent et le réinvestir ailleurs. Enfin, le rapport propose une vaste campagne de valorisation de l'éducation. Pour que les Québécois réalisent l'importance de s'éduquer et de soutenir leur système d'éducation. M. Gervais se rappelle encore de la formule choc « Qui s'instruit s'enrichit » popularisée par le gouvernement de Jean Lesage pendant la Révolution tranquille. Il pense que c'est le temps d'en trouver d'autres.

Les étudiants risquent de se retrouver bien seuls...

AFFAIRE SIMON MARSHALL

Le Collège des médecins ordonne une enquête, à la suite de la demande des policiers

■ MONTRÉAL — Le Collège des médecins acquiesce à la demande des policiers et ordonne la tenue d'une enquête dans l'affaire Simon Marshall. Ce jeune déficient intellectuel a purgé cinq ans de pénitencier pour 15 agressions sexuelles qu'il n'a pas commises, mais dont il s'attribuait la faute. Il avait été jugé apte par les médecins spécialistes à subir son procès et avait toujours été tenu responsable de ces actes. Le mandat a été confié au docteur François Gauthier. Sa tâche sera de scruter les interventions des médecins dans ce dossier et de s'assurer de la conformité de leurs actes professionnels. S'il s'avère qu'il y a eu un manquement au Code de déontologie

des médecins, des plaintes pourraient être déposées devant le comité de discipline. Le 3 octobre dernier, le président de la Fraternité des policiers de la Ville de Québec, Bernard Lerhe, demandait au Collège des médecins d'examiner le comportement de ses membres dans ce dossier. Pour sa part, le président-directeur général du Collège des médecins du Québec, le D^r Yves Lamontagne, estime que la police devra collaborer à l'enquête en fournissant le nom des personnes visées. Le D^r Lamontagne explique que présentement le Collège des médecins ignore qui et combien de médecins ont agi à titre d'experts dans cette cause. PC

Un Torontois est accusé de crimes contre l'humanité au Rwanda

Désiré Munyaneza arrêté après une enquête de cinq ans

OTTAWA (PC) — Un homme de Toronto fait face à sept chefs d'accusation pour crimes contre l'humanité au cours du génocide au Rwanda, en 1994.

La Gendarmerie royale du Canada a arrêté Désiré Munyaneza hier à l'issue de cinq ans d'enquête, incluant de nombreuses entrevues avec des témoins au Rwanda, en Europe et au Canada.

Âgé de 39 ans, Désiré Munyaneza, qui s'était vu refuser le statut de réfugié, est le premier individu à être accusé en vertu de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, loi qui a été promulguée en octobre 2000. Il doit répondre de deux chefs d'accusation de génocide, de deux chefs de crimes contre l'humanité et de trois chefs de crimes de guerre à Butare, au Rwanda. Il doit comparaître aujourd'hui, à Montréal.

Son avocat, Laurence Cohen, a déclaré que son client est innocent. Il a ajouté qu'il lui était difficile de faire d'autres commentaires, puisqu'il tentait lui-même de tirer les choses au clair.

Plus de 800 000 Rwandais, la plupart de la minorité tutsie, ont été tués au cours d'une période de 100 jours, en 1994. Le génocide sanglant orchestré par des extrémistes hutus est considéré comme la pire tragédie humaine de l'époque récente.

ENQUÊTE INTERNATIONALE

L'arrestation de Désiré Munyaneza n'aurait pas pu avoir lieu « sans l'aide (...) de nos partenaires du Programme des crimes de guerre et du Tribunal criminel international des Nations unies pour le Rwanda », a déclaré l'inspecteur Graham Burnside, responsable de la Section des crimes de guerre à la GRC.

La GRC a souligné que de telles enquêtes internationales sur les crimes de guerre sont particulièrement complexes, longues et souvent dange-

reuses. « Il y a des questions de droit entourant la collaboration entre les pays, des barrières linguistiques et culturelles (...) et la difficulté d'obtenir des déclarations de témoins traumatisés qui parfois craignent toujours pour leur vie », a souligné l'inspecteur. Les enquêteurs se sont rendus dans plusieurs pays européens, y compris en Belgique et en Italie, a-t-il ajouté.

Munyaneza, un citoyen rwandais, s'est vu refuser le statut de réfugié en 2000. Un banc de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié a aussi conclu qu'il y avait des motifs de croire qu'il avait pris part à des crimes contre l'humanité. Ses appels successifs ont échoué. En novembre 2002, la Cour fédérale du Canada rejetait la demande de Munyaneza de faire réexaminer la décision de ne pas rouvrir le dossier de sa demande du statut de réfugié.

Plusieurs ressortissants étrangers dont la demande de statut de réfugié est rejetée sont déportés dans leur pays d'origine. Dans le cas de Munyaneza, les autorités ont décidé de le traduire en justice.

Selon un porte-parole du ministère de la Justice, en vertu de la législation canadienne, les accusations peuvent être portées dans n'importe quelle juridiction au pays. « Le gouvernement a choisi Montréal », a dit Christian Girouard. Il n'a pas donné les raisons de ce choix.

La haute commissaire des Nations unies pour les droits de la personne, Louise Arbour, a réagi favorablement à cette arrestation, hier, affirmant que le Canada doit se protéger de ceux qui veulent profiter abusivement de l'ouverture de ses frontières. L'ancienne juge en chef de la Cour suprême du Canada se trouvait sur la colline parlementaire, où elle devait s'entretenir avec le premier ministre, Paul Martin.

ÉVÈNEMENT **Cuir** & CACHEMIRE

4^e édition

50%

de rabais

Cuir, veston cachemire et laine costume, manteau, etc.

Choix de 20 modèles

Veston 100% cachemire
Rég. jusqu'à 1295\$
349\$

Blouson classique
Choix de couleurs noir et brun
299\$

COSTUME DESIGNER

François Lôté COLLECTION
REPORT PERRY ELLIS
Laine et cachemire ou 100% laine froide
295\$

François Lôté COLLECTION
299\$

Prêt à porter international pour hommes

Complexe Germain-des-Prés, Sainte-Foy **657-1760**

Mon père est important parce que...
www.monpere.ca

De l'essence à 79¢/litre pendant un an...
Skozi informatique
www.skozi.com

En exclusivité

Four à raclette rouge 99⁹⁸\$ pour 8 personnes

Cuisinart

POM LE COIN CULINAIRE
PLACE LAURIER 653-5878

CONGRÈS INTERNATIONAL SUR LA DYSTROPHIE MUSCULAIRE MYOTONIQUE

Les chercheurs du CHUL préparent un vaccin

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAINE
BRicard@lesoleil.com

Il y a un an, la vie de la famille de Francis Pouliot, 16 ans, a chaviré. Le diagnostic de dystrophie musculaire myotonique est tombé.

C'est une des maladies particulièrement présentes dans Charlevoix et au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Alors qu'une personne sur 10 000 est touchée dans la plupart des pays, le taux

est de 1 sur 500 dans ces régions. Et les migrations de population accélèrent la diffusion des gènes responsables un peu partout au Québec.

Les effets? «C'est la motricité. Ça attaque les muscles, aussi le cerveau», nous explique Francis. Mais, plus que la maladie, c'est la mesquinerie d'autrui qui l'atteint. Depuis l'apparition des symptômes, on se moque de lui, regrette-t-il. «Ils ne s'imaginent pas le mal que ça va faire.»

La dystrophie a surgi sans prévenir. «Je n'ai pas vu venir ça. On vit d'espoir. J'espère qu'ils vont trouver un traitement.» Hier, justement, Francis Pouliot et son père Réjean participaient à l'annonce d'une percée majeure.

TRAITEMENT

Au Centre de recherche du CHUL, l'équipe du neurologue Jack Puymirat a concocté une défense bien particulière. Une arme prometteuse qui dé-

truit 90% de l'anomalie génétique chez les souris.

Dans un effort de vulgarisation extrême, il explique avoir déniché un virus amical pour l'humain. Ce virus est capable de coloniser toutes les cellules musculaires. Les chercheurs programment ce virus pour qu'il fabrique un gène particulier. Un gène qui «neutralise la maladie génétique».

Les essais sont assez concluants pour que le Dr Puymirat entame la mar-

che vers la commercialisation. D'ici 2008, il espère lancer la première phase d'essais cliniques sur l'humain.

Une centaine de chercheurs, de médecins et de personnes composant avec la dystrophie musculaire myotonique sont réunis à Québec pour leur cinquième congrès international. Hommes et femmes sont autant touchés. Plusieurs bébés porteurs décèdent à la naissance. La maladie réduit l'espérance de vie des adultes entre 45 et 55 ans.

Une césarienne doit être justifiée

Québec et la RAMQ recommandent la prudence aux médecins

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAINE
BRicard@lesoleil.com

Québec et la Régie de l'assurance-maladie préviennent les docteurs : la césarienne doit être réservée aux femmes en ayant médicalement besoin. Pas question d'en offrir à tout vent à celles qui ne veulent pas «subir» l'accouchement.

Même si le gouvernement ainsi que les associations de gynécologues et d'obstétriciens sont contre, la «césarienne de convenance» existe. Et les contribuables acquittent la facture.

Les médecins ne s'en mettent pas nécessairement plein les poches en privilégiant les césariennes pour leurs patientes. Pour un spécialiste, la différence est de 25\$ par intervention, selon les tarifs de la Régie de l'assurance-maladie. Il a toutefois des frais connexes et des suivis plus nombreux.

La RAMQ veut donc rappeler les docteurs à l'ordre. «Pour les services assurés, la règle de base, c'est qu'ils doivent être médicalement requis», signale la porte-parole, Nathalie Pitre. Écho mimétique en provenance du ministère de la Santé.

Il faut dire que l'addition pourrait être salée si plusieurs femmes adhèrent à la césarienne de convenance, explique le Dr Michel Brassard, obstétricien à l'hôpital Saint-François d'Assise. Une femme optant pour l'accouchement naturel pourrait rentrer à la maison après deux jours. L'hospitalisation de la césarienne durerait deux fois plus longtemps, coûterait deux fois plus.

Sans compter qui aura fallu mobiliser bien plus de travailleurs pour effectuer l'intervention en salle d'opération, ajoute-t-il. «Ça prend du monitoring et des examens aussi en surplus.» Sur-tout si la plaie s'infecte.

Le Dr Michel Brassard milite pour l'accouchement naturel, la césarienne seulement au besoin. «Si on est rendu une espèce qui n'est plus capable de se reproduire sans faire d'opérations, on a un problème. On ne changera pas la vie, le cours d'une nature.»

Il convient que la chirurgie est de moins en moins périlleuse. Elle permet, en plus, de décider de la date de la naissance et éliminerait quelques impondérables. «C'est une solution qui devient facile. Mais même s'il y a de moins en moins de risques, ça ne justifie pas qu'on change le moyen de reproduction humain.»

L'accoucheur ne peut jamais promettre aux femmes un enfantement facile, développe Michel Brassard. Malgré les connaissances, malgré les précautions, «il peut arriver des problèmes». La césarienne n'est toutefois pas dénuée de pièges, insiste-t-il.

MISSION DIFFICILE POUR LE DART



Les militaires canadiens Rick Reagan, Will Smith, Bill Wyman et Zachary Zewwan, membres ontariens du DART (Équipe d'intervention en cas de catastrophe), se consultent à Islamabad, au Pakistan, quant à leur intervention pour venir en aide aux sinistrés des tremblements de terre dans ce pays. Le trajet que devra parcourir le DART pour rejoindre son camp dans les montagnes du Cachemire pakistanais représentera peut-être le plus gros défi de la mission. Pour y arriver, l'équipe devra franchir 140 km de routes de montagne étroites et tortueuses, bordées de précipices de plusieurs centaines de mètres de hauteur. À cela s'ajoutent des nappes de boue dues aux récentes pluies, des nids-de-poule, des ponts branlants, des glissements de terrain et des conducteurs qui ignorent toutes les règles.

L'épargne fait le bonheur :

1 800 463-5229

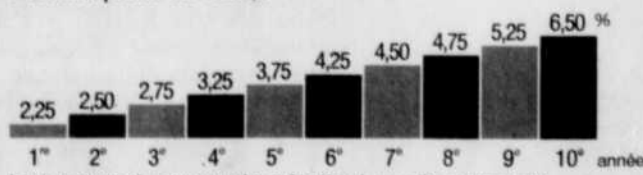
Obligations à taux progressif

Capital garanti à 100%.

Taux avantageux garantis pour 10 ans.

Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.

Achat à partir de 100\$.



Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.

BONI DE

1%

la première année pour les nouveaux fonds REER.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.

Passez nous voir au 333, Grande Allée Est, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.

www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements
Québec

Vente anniversaire

Profitez de plusieurs rabais tels que :



Service de vaisselle
4 couverts

signé Mikasa

Cour. 1325
Spécial 65\$



À l'achat d'un couvert
signé Noritake,
recevez l'assiette creuse en prime.
(modèle sélectionné)

Renaud & cie

Le plus grand magasin de services de
vaisselle et d'articles de cuisine à Québec



Nouvelle adresse:

1257, boul. Charest Ouest 681-1944

Plus facile d'accès, ce magasin est situé entre
Boiteau Luminaire et La Galerie du Meuble.

Et toujours au:

82, rue St-Paul, Québec 692-0122

l'aliberté

UN JOUR OU L'AUTRE!

VENEZ DÉCOUVRIR
NOS NOUVEAUTÉS AUTOMNALES

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au mercredi 9h30 à 17h30
Jeudi et vendredi 9h30 à 21h
Samedi 9h30 à 17h - Dimanche 12h à 17h

STATIONNEMENT
1 HEURE DE STATIONNEMENT GRATUIT (achat requis)
Centreplex Dalton - Bibliothèque Gabrielle-Roy
Place Jean Lesage - Place Cantier - Parcône (1 heure)

Je craque pour...

l'aliberté

395, Saint-Joseph Est, Québec G1K 7J8 (TIS) 525-4811 info@lalibertepb.com

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

PERSONNE N'EST À L'ABRI



LE SOLEIL, PATRICE LAROUCHE

La 4^e Nuit des sans-abri annuelle de Québec aura lieu à Place de l'Université du Québec, coin Charest et de La Couronne, demain et samedi. Sous le thème Personne n'est à l'abri, ces deux jours de sensibilisation et de solidarité populaire avec les miséreux de ce monde s'ouvriront à midi, demain, avec de l'animation et différents spectacles. Puis, à compter de minuit, se tiendra la vigile nocturne, avec improvisation, lectures publiques, numéros de cirque, etc. Ci-contre, Gervais Saucier et Mario Pelletier, deux des organisateurs. En avant-plan, un contenant d'épinglettes symboliques de la solidarité avec les itinérants. *Alain Bouchard*

MARIAGE TELUQ-UQAM

La Télé-université espère recruter 30% plus d'étudiants d'ici quatre ans

ANNIE MORIN
AMorin@lesoleil.com

■ Grâce à son rattachement à l'Université du Québec à Montréal, la Télé-université estime pouvoir bonifier de 30% le nombre de ses étudiants et de ses cours d'ici quatre ans.

Deux ans après les fiançailles et cinq mois après la bénédiction nuptiale du gouvernement du Québec, la TELUQ et l'UQAM organisaient des noces, hier, au siège social du quartier Saint-Roch.

La directrice générale de la TELUQ, Louise Bertrand, et le recteur de l'UQAM, Roch Denis, se sont félicités d'avoir créé la plus grande université francophone à offrir à la fois une formation sur un campus et à distance.

L'annonce du mariage, à l'automne 2003, avait fait craindre le déplacement de Québec vers Montréal du siège social de la TELUQ et de ses 200 emplois de très haute qualité.

Au contraire, insiste Louise Bertrand. Depuis le début des pourparlers, une douzaine d'emplois ont été créés et le budget de la Télé-université est passé de 22 à 30 millions \$.

Et ce n'est pas tout. M^{me} Bertrand entend faire passer de 365 à 500 le nombre de cours offerts à distance d'ici 2009-2010. S'ils le désirent, les professeurs pourront offrir à la fois des cours à distance et sur le campus montréalais. Les étudiants aussi pourront avoir un pied dans les deux mondes. « Les universités doivent s'attaquer aux contraintes qui limitent les possibilités de s'inscrire à l'université et de poursuivre des études supérieures », croit-elle.

TRAVAIL-ÉTUDES

Des étudiants, la TELUQ en compte déjà 18 000, dont une très forte majorité à temps partiel. S'ils étudiaient tous à temps plein, ils seraient environ 2800. La directrice générale veut porter ce nombre à 4000 dans quatre ans. Une cible facile à atteindre, selon Roch Denis, qui remarque un engouement sans précédent pour la forma-



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

La directrice générale de la TELUQ, Louise Bertrand, et le recteur de l'UQAM, Roch Denis, devant le siège social de la Télé-université

tion à distance depuis la création de la Télé-université, en 1972.

« Les étudiants ont changé. Ils sont beaucoup plus sensibles à la conciliation travail-études. »

D'un point de vue administratif, la TELUQ devient soumise à l'UQAM. Cette dernière administre son budget, mais fait une place de choix à l'équipe de direction de Québec parmi ses instances décisionnelles. En contrepartie, la Télé-université se voit accorder le statut d'« école supérieure institutionnelle » de l'UQAM. C'est un peu l'équivalent des HEC et de l'École polytechnique par rapport à l'Université de Montréal.

Le recteur de l'UQAM se réjouit déjà du rayonnement de la nouvelle entité sur la scène internationale. Déjà, la Colombie-Britannique s'intéresse au modèle. La France démontre aussi un intérêt. Les autres universités québécoises ne seront-elles pas un brin jalouses ? « Oui, on les prend de court, mais en même temps, on est prêt à travailler en coopération. On ne fait pas cette démarche pour nous refermer sur nous-mêmes. »

ÉLECTIONS MUNICIPALES

District 35 ARRONDISSEMENT LAURENTIEN CHAUVEAU

■ Le conseiller sortant, Guy Perreault, a gagné son siège en 2001 par une majorité de 850 voix — sur un taux de participation ayant atteint 57,6%. Il s'était fait élire sous la bannière de l'Action civique (ACQ), parti qu'il avait toutefois quitté presque immédiatement après la défaite d'Andrée Boucher, alors chef de la formation.

M. Perreault, élu une première fois comme conseiller indépendant dans l'ex-ville de Sainte-Foy, se présente cette année de nouveau sans parti. Il est opposé à deux candidats qui mènent en ce moment leur première campagne, soit Jean-François Leclerc, plus jeune aspirant conseiller à Québec, et Réjean Martel, du Renouveau municipal. L'ACQ ne présente personne dans ce district. *Jean-François Cliché*

Les candidats

INDÉPENDANT

GUY PERREAULT
66 ans

Photographe professionnel

□ Problème principal:

l'alimentation en eau potable

□ Sa solution:

« C'est un problème pour la partie Val-Bélair du district. En ce moment, la Ville veut faire l'interconnexion de ses réseaux d'aqueduc et refler à ces gens-là de l'eau de surface traitée. Ce n'est pas une bonne idée, parce que, en ce moment, Val-Bélair est alimentée par des puits dont l'eau n'a pas besoin de traitement. (...) Je trouverais ça dommage, qu'on mêle une eau de profondeur avec de l'eau de surface. Si on réussissait à trouver d'autres puits, cela permettrait de poursuivre le développement de Val-Bélair. Dans la partie Sainte-Foy, la priorité est de retrouver la qualité de services de proximité qu'on avait avant la fusion. »



RENOUVEAU MUNICIPAL DE QUÉBEC

RÉJEAN MARTEL
35 ans

Directeur de l'Association régionale de soccer

□ Problème principal:

le transport en commun

□ Sa solution:

« Ce qui presse le plus, c'est qu'il y a plusieurs endroits qui ne sont pas du tout desservis par le transport en commun, tant dans la partie Sainte-Foy du district que dans sa partie Val-Bélair. Avec la hausse du prix de l'essence, je pense que de plus en plus de gens vont se tourner vers le transport en commun, mais il faut qu'ils puissent le faire. (...) Comment amène-t-on les gens vers le mégacentre? Et vers l'aéroport? Il va falloir regarder tout ça avec les spécialistes du RTC, examiner l'opportunité d'instaurer des taxis-bus, ou utiliser des autobus plus petits. C'est sûr que Québec est une ville d'autoroutes, mais il faut quand même amener les gens vers le transport en commun. »



VISION QUÉBEC

JEAN-FRANÇOIS LECLERC
21 ans

Étudiant en droit

□ Problème principal:

le manque de services

□ Sa solution:

« Ça concerne tous les services municipaux. Les gens nous disent qu'on est les enfants pauvres de la Ville. On l'était à Sainte-Foy, on l'est encore à Québec. Les gens nous parlent des ordures ménagères, du déneigement, de l'entretien des rues, de la sécurité — on manque d'effectif policier et pompier. (...) Je ne veux pas mettre la priorité sur une chose en particulier sans savoir si c'est ce que les citoyens jugent qu'il faut faire en premier. En ce moment, c'est sur la sécurité qu'il faut travailler, pour avoir de meilleurs délais d'intervention. »



Demain: le district n° 36, Champigny, dans l'arrondissement Laurentien

► Horaire des chefs

□ Tous les candidats

17 h

Débat télévisé à Radio-Canada

DÉBAT DES CHEFS CE SOIR

Feu à volonté sur M^{me} Boucher

JEAN-FRANÇOIS CLICHÉ
JFCliché@lesoleil.com

■ Ce soir, de 17 h à 18 h, les quatre candidats à la mairie se retrouveront devant les caméras, en direct, sans filet de sécurité. À l'exception d'Andrée Boucher, que les sondages donnent bonne première depuis environ trois semaines, chacun compte sur cette vitrine pour renverser la vapeur.

Caracolant autour de 40% des intentions de vote, l'ex-maire de Sainte-Foy a, évidemment, beaucoup plus à perdre qu'à gagner. Des stratèges interviewés par LE SOLEIL au sein des trois partis en lice en sont parfaitement conscients.

Dans l'entourage de Marc Bellemare, chef de Vision Québec, on fait le même calcul: « Quand tu te présentes à la dernière minute et sans programme, dit une source au sein du parti, tu peux dire n'importe quoi. C'est ce clou-là qu'il va falloir enfoncer. (...) La seule façon de la contrer, c'est de la faire parler. Plus on va l'exposer, plus cela va susciter des questions », dit une source bien placée au parti.

Il faut s'attendre à de solides échanges entre Bellemare et Larose

M^{me} Boucher posera donc ce soir le pied en terrain miné, bien qu'elle ne croit pas « que ce débat sera plus important que les autres ». Elle souligne en outre que ses tombeurs ne profiteront pas nécessairement des attaques qu'ils lui feront subir. Dans une lutte à deux, explique-t-elle, ce qui est mauvais pour l'un rapporte nécessairement à l'autre. Mais à quatre candidats, la dynamique change: quand l'un perd des votes, les trois autres doivent se battre pour les gagner.

Selon un analyste proche du Renouveau municipal (RMQ), qui a requis l'anonymat, il faut s'attendre à de solides échanges entre « les deux challengers », Marc Bellemare et Claude

Larose (chef du RMQ). Ces deux-là sont en compétition pour rallier le vote anti-Boucher. (...) Et comme Marc Bellemare est en nette perte de vitesse, il risque d'être plus agressif à l'égard de M. Larose.

Ce dernier, comme dans les autres débats, aura encore la tâche de défendre le bilan de l'administration L'Allier. « Mais les attentes sont si faibles à son égard dans la population qu'il risque de bien passer. C'est souvent comme ça dans ces débats: ceux qui arrivent avec le plus de préjugés contre eux en sortent gagnants », dit ce même stratège.

ÉTHIQUE ET FINANCEMENT

S'il on se fie au débat de CHOI du mois dernier, Marc Bellemare doit s'attendre à ce que ses adversaires jouent la carte de l'éthique et du financement politique. Notre source chez Vision Québec estime que le format du débat pourrait lui éviter ces critiques, « mais si on est attaqué là-dessus, c'est sûr qu'on va se défendre. On n'a pas de leçons à recevoir d'une femme qui avait pour organisateur un homme qui se promenait avec des enveloppes d'argent liquide (Marc-Yvan Côté, qui a comparu devant la Commission Gomery), ni du RMQ, qui n'a pas dévoilé sa liste de donateurs ».

À l'Action civique, le stratège Richard Thibault juge qu'un grand défi attend son chef, Pierre-Michel Bouchard, dernier dans les sondages.

« Il faut non seulement qu'il se fasse connaître, dit-il, mais qu'il se fasse bien connaître. (...) S'il manque cette fenêtre-là pour le faire, il n'aura plus beaucoup d'autres occasions dans les trois semaines de campagne qu'il reste. »

Vision Québec promet un sommet socio-économique dans chacun des arrondissements

JEAN-FRANÇOIS CLICHÉ
JFCliché@lesoleil.com

S'il accédait au pouvoir, le parti de Marc Bellemare, Vision Québec, tiendrait dès que possible une série de sommets socio-économiques dans chacun des arrondissements.

Le candidat de Vision Québec dans Jean-Talon, Guy Pagé, en a fait l'annonce hier lors d'un débat devant la Chambre de commerce.

« Actuellement, la démarche de la Ville est très centralisée, menée par le CLD (centre local de développement), dit M. Pagé. Mais tout cela est resté au central et a été tablé. Rien n'est descendu au niveau des arrondissements. »

L'aspirant conseiller n'a rien contre une direction centralisée du développement économique — une des principales raisons, d'ailleurs, qui plaidait en faveur des fusions —, « mais la couleur locale du développement est très importante elle aussi. Tu ne fais pas dans Charlesbourg le même genre de développement que tu fais dans Sainte-Foy, par exemple. (...) L'objectif de sommets comme ceux-là, c'est de faire s'asseoir tous les acteurs ensemble pour répondre à des questions comme « Est-ce qu'il vaut mieux développer le transport dans l'axe est-ouest ou plutôt travailler l'axe nord-sud? »

Ces sujets n'ont-ils pas été largement analysés dans le Plan directeur d'aménagement et de développement (PDAD) adopté récemment par la Ville? lui a demandé LE SOLEIL. « Oui, mais dans le PDAD, il y a beaucoup de décisions toutes faites pour lesquelles la population n'a pas été consultée que ça », a répondu M. Pagé.

Il en veut d'ailleurs pour preuve un investissement municipal de 300 000 \$ dans Charlesbourg pour fournir des locaux à une école de musique sans but lucratif, alors qu'une autre école, privée celle-là, se trouve à quelques coins de rue.

SAINT-ÉPHREM DE BEAUCE

Un incendie rase en partie René Matériaux Composites

250 écoliers ont été reconduits à la maison et interdiction a été faite de boire l'eau du robinet

MANTEAUX MANTEAUX



Vive le confort !

Imitation d'agneau renversé, offert en tailles régulières, petites, et tailles plus
Seulement chez Manteaux Manteaux

119\$
 rég. 160\$

La maison du manteau au Québec

manteaux.com

Quantités limitées. La sélection peut varier d'un magasin à l'autre.

LUCE DALLAIRE
 Collaboration spéciale

■ SAINT-ÉPHREM — Un incendie majeur survenu tôt hier à l'usine de fibre de verre de René Matériaux Composites a mis toute la population de Saint-Éphrem de Beauce en alerte. Les dommages sont importants: environ 40% du plan de production a été rasé; les pertes sont évaluées à plus de 5 millions\$.

Aucun des 150 employés présents n'a été blessé, ni incommodé par les vapeurs des fumées toxiques. Selon la Sûreté du Québec, la cause de la conflagration serait accidentelle.

« Il était 7 h 15. Je suis sorti de mon bureau et me suis rendu dans l'usine en toute hâte. Les flammes faisaient au moins 20 pouces de haut. Nous avons pris l'extincteur pour tenter de les circonscire, mais sans succès. Il s'est propagé extrêmement vite. J'ai eu à peine le temps de crier "Tout le monde dehors, alertez les pompiers" qu'une violente explosion est survenue. Mon bureau a sauté et tout ce qu'il y avait dedans a été propulsé dehors », a raconté Tony Rodrigue, encore sous le choc.

À cette heure de la journée, 150 des 400 travailleurs étaient à leur poste, dont une quarantaine dans la section la plus touchée.

Près de 80 pompiers de Saint-Éphrem, Saint-Évariste, La Guadeloupe, Sainte-Clotilde et Saint-Victor ont été dépêchés sur les lieux. À l'aide de six camions-citernes, de bétonnières et de pelles mécaniques, ils ont mis près de deux heures à maîtriser l'incendie, protégeant du même coup le second bâtiment et l'entrepôt de l'entreprise.

PLAN D'URGENCE DÉPLOYÉ

Le plan d'urgence déployé a mis à contribution les services et les intervenants de l'Environnement, de la Santé publique, les ambulanciers de Cambi et des agents de la SQ. À la demande de

Luc Lemieux, maire de ce village de 2700 âmes, quelque 250 enfants de l'école Curé-Beaudet ont été reconduits à la maison.

« Les mesures d'urgence ont été prises en vue de l'évacuation éventuelle des personnes âgées du foyer et de la protection du village. Toutefois, ces problèmes ont été écartés puisque le vent soufflait du sud », a précisé M. Lemieux.

Néanmoins, les résidents de la station, eux, ont eu comme mot d'ordre de ne pas ouvrir leurs fenêtres. La route 271 a été temporairement fermée. Et Environnement-Québec recommande formellement aux citoyens de Saint-Éphrem de ne pas consommer l'eau du robinet avant que les analyses soient complétées.

« ON EST LÀ POUR REPARTIR »

« Ne vous en faites pas, on est là pour repartir », assure le directeur général et actionnaire minoritaire Jacques Beaudoin aux employés de René Matériaux Composites.

« Cet incendie, le troisième depuis 2000, est majeur, a-t-il dit. Nous n'avons pas en main tous les éléments et l'enquête n'est pas complétée, mais le problème proviendrait de l'un des procédés utilisés, à savoir, le "mouillage par contact et vaporisation de fibre de verre". Les activités pourraient reprendre dès aujourd'hui.

« Il nous reste un bâtiment. Nous avons une usine à Sainte-Clotilde et sommes déjà en contact avec des sous-traitants pour être en mesure de répondre aux commandes de nos clients tels Volvo et Mack », a poursuivi M. Beaudoin.

« En ce qui a trait aux travaux d'agrandissement de l'usine de Saint-Éphrem prévus à l'automne, indique M. Beaudoin, nous devons retourner à nos planches à dessin. »

René Matériaux Composites ltée, propriété de deux actionnaires majoritaires, René et Norbert Grenier, a démarré ses activités en 1979. Spécialisée dans la fabrication de pièces de camion en fibre de verre, l'entreprise dispose de deux usines et livre ses produits tant au Canada qu'aux États-Unis. Elle emploie 400 personnes à Saint-Éphrem et 100 à Sainte-Clotilde.



Le directeur général Jacques Beaudoin estime à plus de 5 millions \$ les dégâts causés à l'entreprise.



Et si on inventait quelque chose de plus propre que l'essence?

Et si on vous disait que, chez Irving, nos gens se posent ce genre de questions à chaque jour... Soit, l'auto à élastique est une idée amusante, mais ce n'est pas du tout une solution sérieuse. Nous avons donc cherché une vraie solution:

Et si on réduisait considérablement la teneur en soufre de nos essences? Qui dit moins de soufre, dit moins d'émissions néfastes. L'air reste donc plus propre.

C'est ainsi que l'équipe Irving en est venue à réduire de 90% la teneur en soufre dans l'essence que nous produisons... Tout ça, six ans avant la réglementation gouvernementale! Et si on continuait à se poser ce genre de questions?

IRVING On se voit demain!

HÔPITAL DE L'ENFANT-JÉSUS

126 opérations reportées en 50 jours

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
BRicard@lesoleil.com

■ Depuis le début de septembre, 126 patients de l'hôpital de l'Enfant-Jésus ont été retournés à la maison, même s'ils devaient être opérés.

Une aile sera rouverte la semaine prochaine

Hier encore, 18 personnes qui s'étaient préparées pour leur rendez-vous n'ont pu recevoir les soins promis. Elles ont été refoulées parce que leur lit était occupé. Des patients en attente d'une place en centre de réadaptation ou en centre de soins de longue durée y campent. Hier, 33 lits étaient ainsi « engorgés ».

L'Agence de la santé aurait néanmoins pris le taureau par les cornes, assure le porte-parole de l'hôpital, Simon Poitras. Dès le début de la semaine prochaine, des dollars sup-

plémentaires devraient permettre à l'établissement de rouvrir des chambres sacrifiées sur l'autel de la rentabilité. Sans budget pour assurer la présence d'infirmières et de préposés, l'administration avait opté pour la fermeture d'une aile.

« C'est plus difficile depuis la fin septembre », détaille M. Poitras. La région ne réussirait pas à fournir suffisamment de lits d'hébergement.

Le CHUQ (CHUL, Hôtel-Dieu et Saint-François d'Assise) est dans le même bateau. Une soixantaine de lits sont monopolisés par des patients en attente d'hébergement.

Les usagers qui se payent une place dans un Centre de soins de longue durée (CHSLD) privé partent rapidement, note le porte-parole, Pierre Lafleur. Mais ceux qui doivent attendre une chambre dans le réseau public resteraient coincés à l'hôpital un bon moment.

Disparue

■ La police de Québec a besoin d'informations pour retrouver Valérie Lévesque, 27 ans, de Québec, portée disparue depuis le 10 octobre. Elle mesure 1,70 m et pèse 52 kg. Elle a les cheveux châtain et les yeux bleus. Tout renseignement peut être transmis au 641-AGIR (2447) ou en composant le 9-1-1 pour une intervention immédiate. Jean-François Néron

Valérie Lévesque
à 27 ans

En fugue

■ La police de Québec recherche un fugueur de 15 ans, Kevin Dubé-Labrie, porté disparu du domicile familial de Vannier le 6 octobre en après-midi. Il mesure 1,70 m et pèse 63 kg. Il a les cheveux et les yeux bruns. Marque distinctive: une cicatrice sur le nez. Vous pouvez communiquer tout renseignement au 641-AGIR (2447) ou composer le 9-1-1 pour une intervention immédiate. Jean-François Néron

Le meilleur téléphone pour les affaires. Point final.

Il est temps d'augmenter votre productivité. Mike peut vous aider.

- Vous savez que le temps, c'est de l'argent – Grâce au Contact DirectSM, votre message passe plus rapidement. Il vous permet de communiquer, en moins d'une seconde, avec votre collègue, qu'il soit à cent pieds ou à San Francisco.
- Vous savez que les chiffres parlent d'eux-mêmes – Seize millions d'utilisateurs nord-américains ont choisi le Contact DirectSM pour travailler de façon plus rapide.
- Vous savez qu'obtenir les renseignements nécessaires en temps opportun est la clé du succès – Mike vous offre la plus vaste gamme d'applications et la technologie GPS en fait partie. Vous pouvez donc suivre les déplacements de votre équipe, transmettre des indications et obtenir, en temps réel, des mises à jour sur la progression du travail.

Pour en savoir davantage sur la façon dont Mike peut améliorer les résultats de votre entreprise, visitez telusmobilité.com/mike



BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

Solutions Affaires TELUS Mobilité
1 888 940-2617
wtscenro.tm@telus.com

QUÉBEC

Galeries de la Capitale

Place Fleur-de-Lys

Place Laurier

Centre-ville

440, rue de la Couronne

Expert-Cell Télécom

790, rue Saint-Jean

(418) 780-1740

Expert-Cell Télécom

5237, boul. Wilfrid-Hamel

(418) 577-2221

F.M. Electroniques

41, rue Saint-Vallier Est

(418) 521-2210

Normand Nadeau Communication

909, boul. Pierre-Bertrand Sud,

local 160

(418) 687-4777

Radio-Onde

550, rue Marais

(418) 527-6660

Baie-Comeau

Boutique Satcom

Centre régional Manicouagan

600, boul. Lafèche

(418) 589-9009

Beauport

Cité Sans-Fil

Promenades Beauport

3333, rue du Carrefour, porte 1

(418) 821-0008

DOT Electronique

371, boul. Armand-Paris

(418) 666-9007

Charlesbourg

F.M. Electroniques

Carrefour Charlesbourg

8500, boul. Henri-Bourassa

(418) 623-8080

Donnaco

Electronique Émond, La Source

Place Donnaco

325, rue de l'Église

(418) 285-4535

Chicoutimi

Place du Royaume

Communications Télésignal inc.

1660, boul. Saint-Paul, local 116

(418) 549-9817

Lévis

Kiosque Normand Nadeau

Communication

Galeries Chagnon

1200, boul. Alphonse-Desjardins

(418) 838-3338

Montmagny

Michel Proulx Meubles

80, boul. Taché Ouest

(418) 248-2102

Stiréo Plus L. Chabot

4, boul. Taché Ouest

(418) 248-2220

Sainte-Foy

Place Sainte-Foy

Boulinguez Sans-Fil

Plaza Livini

2750, ch. Sainte-Foy, local 107

(418) 654-1708

Proxi Telecom Inc.

1905, rue Jean-Talon Sud, local 102

(418) 668-6533

Saint-Georges

Kiosque Normand Nadeau

Carrefour Saint-Georges

8585, boul. Lacroix

(418) 227-3242

Sainte-Marie de Beauce

Les Galeries de la Chaudière

Kiosque Normand Nadeau

(418) 386-3333

Normand Nadeau Communication

Dumoulin Electronique

à Informatique

500, boul. Vachon Nord

(418) 387-3242

Sept-Îles

Groupe Conseil Micro-Expert

Kiosque Place de Ville

770, boul. Lauro

(418) 968-9585

PROLONGEMENT DE DU VALLON

C'est parti pour la construction du tronçon nord

VALÉRIE GAUDREAU

VGaudreau@lesoleil.com

La construction du prolongement du boulevard du Vallon entre dans sa deuxième phase, alors que le projet final du tronçon nord a été présenté aux citoyens, hier.

Compris entre l'avenue Chauveau et le boulevard Bastien, ce boulevard urbain mesurera 1,9 km et sera ouvert à la circulation en novembre 2006.

La construction du tronçon sud, qui s'étend entre le boulevard Lebourgneuf et l'avenue Chauveau, est pour sa part commencée depuis juillet. Les travaux d'aménagement paysager et d'asphaltage seront terminés au printemps 2007.

« Ce boulevard est un bel exemple de la nouvelle façon d'intégrer les préoccupations des citoyens et celles du ministère de l'Environnement. Il est avant-gardiste », estime Marc des Rivières, directeur des transports à la Ville de Québec et auteur du document qui était présenté à la population hier soir.

Puisque ce tronçon passe relativement près de plusieurs résidences, la question du bruit a été considérée dans les consultations avec les citoyens. Le projet retenu comprend ainsi l'aménagement d'une butte paysagère et d'un mur acoustique.

Langlois confirmé à la tête de la CCNQ

■ La nomination de l'ex-maire de Beauport, Jacques Langlois, à titre de nouveau président de la Commission de la capitale nationale de Québec (CCNQ) a été confirmée, hier. Un nouveau délégué du Québec à Los Angeles, Denis Turcotte, a également été nommé en remplacement de Marc T. Boucher. Aussi, la SAAQ est allée chercher un autre élément du secteur privé, Claude Hallé, pour occuper un poste de vice-président. Il succédera à Louise Guimond, qui elle, a décroché la vice-présidence de Services Québec. Simon Boivin

LE GRAND CONFORT

RABAIS 30%

SUR COUETTES & DUVETS

- Rideaux
- Toiles solaires
- Rembourrage
- Tête de lit rembourrée
- Céramique
- Plans et devis

2030, boul. Laurier, Sillery
DÉCORATION 682-2877

NOUS PAYONS LES TAXES SUR TOUT EN MAGASIN

jusqu'à mardi le 25 octobre

AVALANCHE

Le plus grand choix de vêtements de ski au Québec

MONT STE-ANNE 10930, boul. Sainte-Anne 418.827.3108
QUÉBEC 3930, boul. Hamel 418.877.5584

Également disponible : Raymond Lamontagne, 5699, rue Saint-Georges, Lévis.

MONT-TREMBLANT 296, route 117, Saint-Jovite

BROMONT Les Sommets de Bromont 88, boul. Bromont

SAINT-SAUVEUR 32-8, rue de la Gare

www.avalancheskiwear.com

La discrète Corrine Côté disparaît

Pendant 10 ans, René Lévesque a eu une compagne de vie que seuls connaissaient de rares initiés.

Il s'agissait de Corinne Côté. René Lévesque avait rencontré cette jeune enseignante originaire d'Alma lors d'une réunion politique tenue en 1968. M. Lévesque était tombé immédiatement sous le charme de cette jolie brunette, qui était sa cadette de 21 ans. Ils devenaient discrètement conjoints de fait en 1970.

Par la suite, M^{me} Côté est devenue employée permanente du Parti québécois. Puis, quand son célèbre époux a été élu premier ministre du Québec, le 15 novembre 1976, M^{me} Côté est devenue la secrétaire responsable de son agenda.

C'est à la suite d'un événement tragique, survenu dans la nuit du 5 au 6 février 1977, que l'union de fait entre M^{me} Côté et M. Lévesque a été connue du grand public.

Cette nuit-là, le nouveau premier ministre, accompagné de sa conjointe de fait, revenait d'une soirée tenue chez Yves Michaud. Vers 4 h du matin, M. Lévesque, qui conduisait lui-même le véhicule de sa conjointe, a heurté un clochard qui était étendu au milieu de la chaussée, sur Côte-des-Neiges.

Le décès de l'individu, Edgar Trotter, a requis une enquête de la police de Montréal. Aucun blâme n'a été retenu contre M. Lévesque, mais l'éclat provoqué par cette affaire et le témoignage qu'a dû rendre M^{me} Côté comme passagère du véhicule, ont révélé à tous les Québécois que M. Lévesque avait une compagne de vie.



Corinne Côté, en 1988, au moment de la sortie d'un film sur René Lévesque.

UN MARIAGE « SECRET »

Le premier ministre a divorcé officiellement en septembre 1978 de sa première épouse, Louise L'Heureux. Puis, quelques mois plus tard, il épousait Corinne Côté.

Le 12 avril 1979, la brève cérémonie de mariage au palais de justice de Montréal, devant le protonotaire René Paquin, avait été tenue secrète, mais une fuite a fait en sorte que journalistes et photographes attendaient le nouveau couple à la sortie.

En 1985, M. Lévesque retournait à la vie privée et il devait, pendant deux ans, couler des journées tranquilles avec son épouse, notamment à l'occasion d'un voyage qui les mena en Scandinavie et en Égypte.

Mais la mort surprenait René Lévesque le 1^{er} novembre 1987. Sa veuve lui aura survécu pendant presque 18 ans.

M^{me} Côté est née le 10 novembre 1943 à Alma. Son père, Roméo Côté, était travailleur à la compagnie papetière de la ville. Après des études primaires et secondaires brillantes, la jeune Corinne Côté poursuivait son perfectionnement à l'École normale d'Alma, avant de devenir enseignante à l'âge de 19 ans.

Tout au long de sa vie commune avec René Lévesque, Corinne Côté a été l'image même de la discrétion et de l'effacement.

Ainsi, le 26 novembre 1976, lorsque M. Lévesque a présenté son nouveau gouvernement du Parti québécois au Salon rouge de l'Assemblée nationale, Corinne Côté n'avait pas pu accompagner son conjoint lors de la cérémonie de prestation de serment. Le service du protocole lui avait fait valoir qu'un conjoint de fait ne pouvait pas participer à une cérémonie officielle.

Femme de mérite, selon ses proches

MONTREAL (PC) — La classe politique a salué hier les mérites de Corinne Côté-Lévesque, veuve de René Lévesque, qui vient de mourir.

« C'était une femme exceptionnelle, de culture, très discrète qui ne cherchait jamais l'avant-scène, mais qui était toujours présente dans les décisions importantes. Je suis sûr qu'elle a eu sur Lévesque une influence d'équilibre », a commenté Bernard Landry.

La députée Pauline Marois loue « la sensibilité de la défunte à toutes politiques ou mesures sociales qui visaient l'amélioration de la condition des femmes ou de celle des enfants. »

La députée d'Hochebourg-Maisonneuve, Louise Harel, considère que la dé-

funte faisait partie de ceux qui ont fait en sorte que le Québec deviendra bientôt un pays.

Louis Bernard a souligné le rôle de soutien joué par son amie Corinne auprès de M. Lévesque dans les moments heureux comme dans les étapes difficiles. Il ajoute que l'appui qu'elle lui a donné quand il a posé sa candidature à la direction du PQ l'avait touché.

Richard Guay, ancien président de l'Assemblée nationale, a salué la dignité de l'amie. « Elle est venue à la maison le jour de l'Action de grâce. C'est la dernière fois que je l'ai vue. Les médecins lui avaient dit qu'elle n'en avait pas pour très longtemps. Elle était lucide, de bonne humeur... »



Le moment est parfait.

L'élégance. Inspirée par Birks.

De notre collection de montres Birks pour femme, à bracelet en acier inoxydable et à mouvement à quartz Suisse. Montre à petit cadran rectangulaire, 295 \$. Montre à grand cadran rond à chiffres arabes, 675 \$. Montre à grand cadran rectangulaire, 595 \$. Exclusivement Birks.



Magasinez avec nous en ligne ou en vous rendant au Birks le plus près de chez vous. Visitez le www.birks.com ou composez le 1 800 682 2622

Soleil, sable et de chaudes aubaines.



RÉPUBLIQUE
DOMINICAINE
CUBA

À partir de

799\$

1 semaine tout compris

Les taxes et les frais sont inclus

1.866.749.3344 GoTravelDirect.com

Vol direct à partir de Québec

Par disponible chez votre agent de voyage

Go Travel Direct est devenue la plus grande compagnie de vente directe de forfaits vacances au Canada en éliminant l'intermédiaire, vous faisant ainsi épargner les frais facturés par l'agent de voyages et en vous refilant directement les économies ainsi réalisées.

Le meilleur prix, garanti*

Chez Go Travel Direct, nous n'affirmons pas seulement offrir les forfaits vacances au meilleur prix, nous le garantissons. Si vous trouvez un forfait vacances identique à meilleur prix chez l'un de nos concurrents, nous vous accorderons le même prix et nous donnerons en plus \$100 en argent de poche à chaque adulte de votre groupe. Garanti!

Profitez de nos vols directs vers Cuba (Varadero) et la République Dominicaine (La Romana et Puerto Plata)

GO
TRAVEL DIRECT

* Garantie valable jusqu'au 30 novembre 2005. Les prix sont par personne basés sur une réservation double. Les prix peuvent changer en fonction de la disponibilité. Les prix sont en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations jusqu'au 23 octobre 2005. Les taxes et les frais sont inclus. Forfait inclut vol, l'hôtel, repas, boissons et transferts. Go Travel Direct est titulaire d'un permis de Québec. Volé sur les vols de Tison Airlines.

Contribution au fonds d'indemnisation de 3.50 \$ par tranche de mille dollars en supplément.

REMODELAGE

Très grand choix de modèles disponibles pour remodeler votre manteau.

Aussi, possibilité d'échange

Fourrure
ZUKI

Agneau retourné
ultraléger

CHRIST

Fourrure tricotée
«Paula Lishman»



Estimation gratuite partout en province sans frais : 1 866-692-6688

55, rue Saint-Pierre, Québec

692-6686

LE PLUS GRAND CHOIX DE FOURRURES À QUÉBEC POUR HOMME ET FEMME

12 mois
sans intérêt

En direct de la Halte-Bouffe à Place Laurier
DÉBAT DES CANDIDATS À LA MAIRIE DE QUÉBEC
animé par Claude Bernatchez

Une période de questions suivra
Réalisation : Robert Prévost

JEUDI 27 OCTOBRE DÈS 12 h

106,3 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/quebec

Place
Laurier

C'est tout.

LE QUÉBEC ET LE CANADA

QUATRIÈME DÉBAT DE LA COURSE
À LA DIRECTION DU PQ

Le vrai spectacle dans la salle... et en dehors

Foule trop nombreuse, portes closes, ramdam, appel aux policiers... même les raéliens se sont mis de la partie

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

Mercredi triste d'automne. Devant le Capitole, les fans de Pauline Marois s'abritent sous les parapluies officiels de la candidate en scandant son prénom. Les partisans d'André Boisclair ont une machine à café, des verres de styromousse officiels. Avec une banderole et un tas d'affiches. Plus loin, les gens de Louis Bernard brandissent quelques modestes pancartes, sans photos celles-là. Et, toutes seules sous la pluie, quatre pancartes de Richard Legendre, dont une la tête en bas.

C'était soir de débat, hier, dans la capitale de la Belle Province. Les neuf candidats à la direction du Parti québécois y avaient justement rendez-vous pour parler du pays qu'ils imaginent et du chemin qu'ils comptent emprunter pour en faire une réalité. Un débat décisif, ça va de soi.

Peut-être le PQ a-t-il sous-estimé l'intérêt de ses membres pour la question de la souveraineté, reste que l'organisation a bien failli se retrouver avec une émeute sur les bras quand les portes se sont fermées, faute de place. Au moins 10 minutes avant le début du débat, les quelque 1300 sièges étaient pris. Tant pis pour ceux qui étaient venus du Saguenay et de la Gaspésie.

Quand les projecteurs se sont allumés sur la scène du chic Capitole, plusieurs dizaines de militants se heurtaient à des portes closes. Même les fumeurs sortis pour une clope ont bien failli ne jamais pouvoir remettre les pieds dans la salle, où ils avaient laissé leur manteau. Excédés, certains péquistes ont bruyamment fait claquer les belles portes vitrées.

La police a été appelée. Le stress des organisateurs, visiblement dépassés par les événements, était palpable. Les gens étaient choqués. «C'est quoi ce maudit parti-là?» a demandé un membre en règle, comme tous ceux qui piaffaient. On a songé quelques minutes à installer des hauts-parleurs pour permettre à tous d'entendre les candidats. On a craint que ça dégénère et ordonné l'évacuation. La plupart des impatients ont tourné les talons.

Une soixantaine d'hommes et de femmes, surtout ceux qui s'étaient tapé

quelques centaines de kilomètres, ont refusé de rebrousser chemin. Ils ont attendu derrière le cordon de velours rouge. Les candidats parlaient depuis une bonne demi-heure et ils attendaient encore, se raccrochant à leur seul espoir, improbable, que des gens quittent la salle.

C'est là qu'une soixantaine de raéliens se sont levés de leur siège. Pendant que Pauline Marois parlait. Depuis qu'elle a traité leur prophète de «fou», ils ne manquent pas un débat pour lui dire leur façon de penser. Cette fois, ils ont choisi de partir pendant qu'elle parlait. Les organisateurs péquistes ont remercié le ciel. Il était 19h40, tout le monde était content.

Presque. À l'intérieur de la salle, derrière, la présidente du PQ, Monique Richard, donnait une entrevue en direct à la télé. Les militants autour étaient en beau fustil. Contre les médias pour avoir planté leur présidente dans la salle simplement pour que l'ami téléspectateur voie les candidats en arrière-plan. Ils en avaient aussi un peu contre leur présidente d'avoir accepté de se prêter au jeu et de voler la vedette, ne serait-ce que quelques minutes, aux aspirants qu'ils étaient venus entendre.

Ils étaient neuf, même si une dame a demandé, alors qu'elle faisait la file pour entrer, si «c'est ici pour entendre les quatre candidats», entendre Louis Bernard, André Boisclair, Richard Legendre et Pauline Marois, ceux à qui les médias donnent le crachoir. Ceux qui, à part M. Legendre, avaient des gens à la porte du Capitole pour distribuer des dépliant. Exception à la règle, Ghislain Lebel pouvait compter sur deux demoiselles, pancartes à la main, dé-

pliantes sous le bras. Fidèle à son habitude, M. Lebel a été à plus d'une reprise l'exception à la règle, le «dilateur» de rate, le «Camille Samson», comme a dit un monsieur. Il a fait applaudir et rire, surtout. Pour ce genre de réplique dont il a le secret: «Le contrat social, c'est comme du basilic. On en met dans toutes les recettes et c'est toujours bon.» Voilà qui a mis un peu de piquant et de couleur dans une soirée qui en avait bien besoin, un débat presque aussi tranquille que la pluie qui tombait dehors.



Lucien Bouchard et l'ex-président de SNC Lavalin, Guy St-Pierre, avaient l'air satisfaits de leur coup d'éclat, hier.

MANIFESTE SUR LE « QUÉBEC LUCIDE »

« De la musique aux oreilles » de Charest

ADQ ravie, PQ contrit, syndicats en furie

MICHEL CORBEIL
ET GILBERT LEDUC
MCorbeil@lesoleil.com
GLeduc@lesoleil.com

■ Jean Charest s'est délecté du manifeste sur le «Québec lucide» qui sonne «comme de la musique à mes oreilles». Mario Dumont s'est permis d'offrir des jobs aux signataires. Mais le PQ, sans chef, s'est montré mal à l'aise face aux solutions avancées par un groupe qui comprend deux figures illustres d'un récent passé péquiste.

Pendant que les syndicats y voyaient une attaque du «grand capital», le lancement du pamphlet a secoué le petit monde qui gravite autour de la colline parlementaire.

Jean Charest l'a reçu comme une confirmation du fait que son gouvernement pousse dans la bonne direction, notamment avec les partenariats privé-public. «Ça tombe pile. On est à la mîmandat et on sait à quel point il est difficile» d'apporter des changements qui ne font pas l'affaire des syndicats, a-t-il suggéré aux journalistes.

Le premier ministre a tellement aimé qu'il a déposé lui-même une copie du document à l'Assemblée nationale. Ne parvenant pas à réprimer un large sourire, il s'en est servi pour riposter à plusieurs questions de l'opposition péquiste.

Le chef libéral a particulièrement apprécié que la sortie signée, entre autres, par l'ex-premier ministre péquiste Lucien Bouchard et un des membres de son cabinet, le toujours influent Joseph Facal. «C'est évident que c'est pour le Parti québécois, ce document, c'est une claque. Si j'étais engagé dans une course à la direction du PQ, je n'appellerais pas ça exactement un endossement.»

Le manifeste dénonce des attitudes syndicales qui paralyseraient le Québec, revendique la place du privé et plaide pour réduire la dette québécoise. «Ce sont des thèmes pour lesquels je quitte mes enfants trois ou quatre jours par semaine», a commenté l'adéquiste Mario Dumont.

Les positions du «Québec lucide» sont tellement dans l'esprit de l'Action démocratique du Québec que son chef a invité les artisans du pamphlet à le rejoindre dans son combat. «Tous les can-

didats qui veulent être candidats de l'ADQ à la prochaine élection, ils auront un siège», a-t-il promis.

Le PQ a accueilli froidement la déclaration. La chef par intérim, Louise Harel, a pris soin de mentionner que sa formation dresse les mêmes constats en matière de déclin démographique, de compétitivité et de mondialisation.

Mais elle a reproché aux auteurs de ne faire aucune référence à l'environnement et au développement régional. Les solutions avancées doivent faire l'objet d'un débat, mais aucune ne constitue en soi une religion.

Les candidats à la succession de Bernard Landry ont tous pris leurs distances avec le document. C'est le cas de Pauline Marois, dont un des principaux lieutenants s'appelle Joseph Facal. «Certaines solutions ne font pas mon affaire», a-t-elle convenu. Et sur le prétendu blocage des syndicats du secteur public, «je suis moins d'accord».

Le candidat qui s'impose comme le meneur, André Boisclair, n'a pas manqué de souligner qu'il a déposé un plan pour réduire la dette. Il a refusé d'endosser les critiques contre les syndicats et affichés des réserves à laisser le secteur privé intervenir dans certains domaines, comme l'eau.

Le candidat Richard Legendre s'est aussi dit d'accord sur les constats, mais en désaccord sur les choix. Comme ses collègues Boisclair et Marois, il a fait remarquer que la souveraineté est absente des solutions préconisées.

SYNDICATS ULCÉRÉS

«Ce soir, on fait peur au monde». Voilà comment le «lobby du grand capital et de Paul Desmarais» aurait pu titrer son manifeste *Pour un Québec lucide*, rendu public hier, suggère la présidente de la CSN, Claudette Carboneau.

«On a beau faire appel à la lucidité, à l'imagination, au courage, à la créativité, tout ce que je lis dans ce manifeste, c'est une énumération de solutions usées à la corde», a-t-elle commenté.

«C'est bien que l'on réfléchisse publiquement à l'avenir du Québec, mais qu'on le fasse comme ça, sans nuance, en caricaturant les problèmes et en employant des termes aussi catastrophés, ça manque de crédibilité», a poursuivi la syndicaliste.

Son homologue de la FTQ, Henri Massé désapprouvait, lui aussi, le ton «pessimiste» du manifeste, notamment sur la question du déclin démographique. S'il était vrai, jadis, que vieillesse rimait

avec pauvreté, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

«À leur retraite, les babyboomers vont être pas mal plus riches que la génération précédente. Ils vont continuer de payer des impôts. À la FTQ, quand on a lancé le Fonds de solidarité, il y avait 3% de nos membres qui cotisaient à un REER. Aujourd'hui, ce pourcentage atteint à 60%».

Le manifeste tire à boulets rouges sur les syndicats, qui sont accusés de ne se battre que pour la «protection à courte vue des intérêts de leurs membres», de refuser «la remise en question de certains acquis» et de montrer une «méfiance malsaine» à l'égard du privé.

Des accusations qui sont balayées du revers de la main par Claudette Carboneau et Henri Massé.

«Les chercheurs de solutions se retrouvent plutôt de notre côté», a lancé la présidente de la CSN en rappelant que Jean Charest, notamment dans le cadre des négociations du secteur public, était celui «qui cherchait l'affrontement». Selon elle, l'histoire du Québec montre plutôt «que ce n'est pas en cultivant l'affrontement mais les solutions plus concertées» que des progrès ont été réalisés.

«Sur les partenariats public-privé, on est prêt à faire un véritable débat. Jusqu'à maintenant, on n'a pas vu un seul projet pour lequel ça coûterait moins cher de recourir à un PPP», a précisé Henri Massé.

Pour le CSQ, Réjean Parent, il ne fait aucun doute que le manifeste *Pour un Québec lucide* est une opération organisée par les «bons amis de l'établissement» pour sauver le gouvernement de Jean Charest dont le message ne passe pas auprès de la population.

Qualifiant le groupe de signataires de «club des aveugles», M. Parent se demande de quel droit ces gens-là peuvent-ils s'arroger du titre de personnes «lucides». «Et si on ne pense comme eux, on est quoi, nous autres?»

Pour le président du Conseil du patronat, Gilles Taillon, le manifeste vise dans le mille et illustre parfaitement la «tyrannie du statu quo» exercée par les syndicats «aveuglés par leurs lunettes roses».

Selon lui, le manifeste fait un constat «réaliste» de la situation au Québec et va assurément «donner un coup de pouce» au gouvernement pour qu'il emprunte le virage nécessaire à la poursuite du développement de la société québécoise.

On a failli
se retrouver
avec
une émeute
sur les bras



Dix minutes avant le début du débat, les quelque 1300 sièges étaient pris.

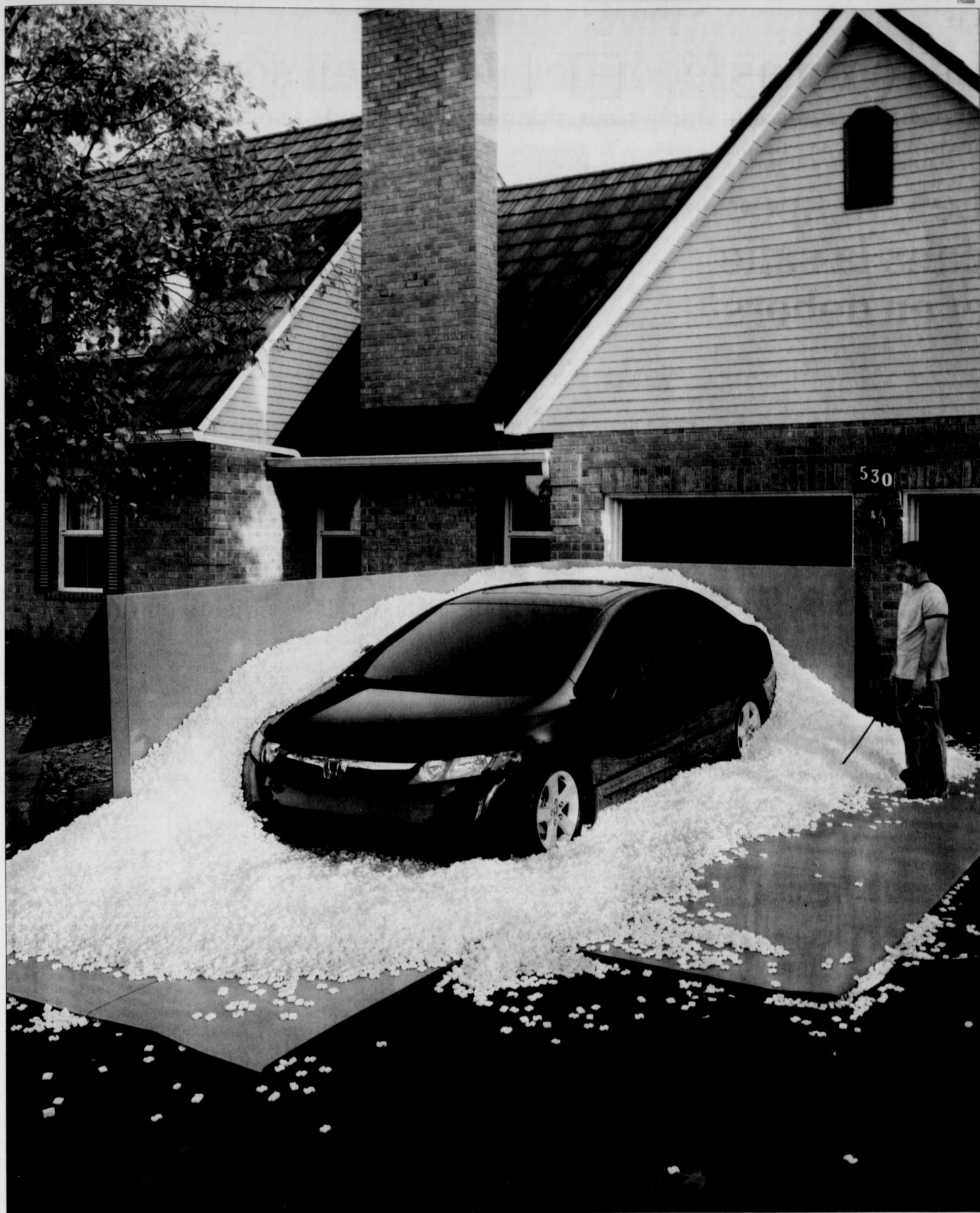
DEMAIN
DANS LE SOLEIL

Le retour
de Déry



Dans le cahier
Arts et vie

Y s'lève peut-être tard, comme il le chante si bien, mais il ne chôme pas. Marc Déry arrive en effet avec son premier album en trois ans, avec lequel il s'efforce d'explorer de nouvelles directions musicales. Lesquelles? Notre journaliste Daphné Bédard vous en parle.



La toute nouvelle Civic est arrivée.

Une carrosserie aérodynamique. Une nouvelle génération du moteur i-VTECSM qui augmente le nombre de chevaux à 140 mais demeure économique quant à la consommation de carburant. Un tableau de bord à deux niveaux qui vous aide à garder les yeux sur la route. Un habitacle bien pensé. Et les meilleures options de sécurité de série de sa catégorie. La Civic 2006 offre plus de tout. Encore plus de style. Encore plus de performance. Encore plus de plaisir. Il est temps de profiter encore plus de la Civic.



HONDA

honda.ca

Les normes fédérales du travail sous la loupe

Une commission examine les conditions de milliers de travailleurs canadiens

LIA LÉVESQUE
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — Les conditions de travail de centaines de milliers de travailleurs canadiens, pour la plupart non syndiqués, sont actuellement étudiées par une commission fédérale, qui a entendu les groupes intéressés à ce sujet, mardi et hier à Montréal.

À l'issue de ses travaux et d'audiences dans une douzaine de villes au pays, la Commission sur l'examen des normes du travail fédérales doit faire rapport au ministre fédéral du Travail, Joe Fontana.

La Commission se penche sur la partie III du Code canadien du travail, qui n'a pas fait l'objet d'un examen global depuis son adoption... en 1965. Cette

section du Code traite des normes du travail : durée de la journée et de la semaine de travail, congés, congédiement, harcèlement, etc.

TRAVAIL ATYPIQUE

Comme il y a aujourd'hui plusieurs formes de travail atypique — à temps partiel, temporaire, autonome — le Code canadien doit être modifié pour s'assurer que ces travailleurs aient plus de droits et soient couverts par les normes minimales, a plaidé la FTQ devant la Commission.

Le groupe de défense des non-syndiqués Au bas de l'échelle a plaidé dans le même sens, revendiquant que le Code canadien garantisse « l'égalité de traitement entre ces travailleurs précaires et les salariés réguliers effectuant pour un même employeur des tâches équivalentes ».

Au contraire, a souligné le Conseil du patronat du Québec, ces types de

travail correspondent à des besoins réels et permettent de garder une certaine flexibilité. Il n'y a pas lieu d'inclure dans le Code une définition explicite du terme « employé » qui inclurait les travailleurs autonomes.

« L'insertion dans le Code d'une définition d'employé créera de l'incertitude, de la confusion et de l'incohérence, ce qui entraînera une augmentation du nombre de litiges impliquant les employeurs et leurs employés », a prévenu le CPQ.

Pour la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, le travail autonome doit demeurer du travail autonome, « une entreprise personnelle » et il ne faut pas modifier le Code pour considérer les travailleurs autonomes comme des salariés.

Au bas de l'échelle a également sou-

mis à la Commission le problème des employés embauchés par l'intermédiaire d'une agence de placement. Comme les règles régissant les relations de travail sont fondées sur un système bipartite, employeur-employés, la présence de ces agences complique les choses, quand vient le temps, par exemple, de déterminer qui est l'employeur, a expliqué M^{me} Esther Paquet.

La FTQ, de son côté, a dénoncé le fait que les normes fédérales soient inférieures aux normes du Québec, entraînant ainsi des disparités dans l'application du retrait préventif des travailleuses enceintes ou qui allaitent et dans les mesures de conciliation travail-famille.

Le Conseil du patronat a également demandé de ne pas inclure dans la Loi sur les normes du travail des disposi-

tions formelles sur la formation des employés. Plutôt qu'un cadre législatif, le CPQ préférerait des incitatifs financiers.

La FCEI a plaidé, de façon générale, pour que la réforme des normes du travail fédérales qui est envisagée « ne pousse pas plus loin la surenchère » en s'inspirant des règles québécoises plus généreuses.

« Le Québec détient déjà la palme d'or en termes de normes et autres règles des plus contraignantes du point de vue des entreprises. La Commission ne doit pas voir le Québec comme la norme à imiter, mais bien plus la borne supérieure à ne jamais dépasser. »

Les normes fédérales touchent les travailleurs œuvrant dans les secteurs de compétence fédérale comme les banques, le transport interprovincial et transfrontalier, les télécommunications.

Les patrons refusent que les normes du Québec soient imitées

GRAZIE merci

Aux donateurs

Acadia Suzuki Subaru,
Amabile Vincenzo,
Aon Parizeau inc,
Association Italo-Québec,
Atelier Piccole Stelle,
Automobiles Dalton,
Automobiles Jalbert,
Barrucco Bernard,
Bédard Martin,
Bernier Raymond, député de Montmorency,
Boucherie Sila Macelleria,
Bourbeau Michel G.,
Bussièrès Brigitte & Alain,
Capolla Italo,
Carraro Sarfrido,
Carta Antioco,
Celestin Tina,
Cheikha L'Intemporelle,
Clinique vétérinaire Lachapelle,
Consulat d'Italie à Québec,
CRS Concassés de la Rive-Sud,
Cuglietta Gina,
Cusano William, député de Viau,
Dassie Céline et Elio,
Dassie Onorino,
Delisle Margaret, députée de Jean-Talon,
De Luca Albert,
Del Mistro Claudio,
Del Mistro Pina,
Épicerie Européenne,
Fava Franco,
Fava Isabella,
Fava Mario,
Fava Sabrina,
Feriutti Romano,
Fiammenghi Ernestina,
F.X. Houde et fils,
Geco Construction,
Gestion Giovanni Maur,
Gerometta Giovanni,
Gianese Gastone,
Giordano Adriana,
Giovini Gianni,
Gurliaccio Françoise P. & Rocco,
Habel Service de pneus,
Hamel France, députée de La Peltrie,
Houde Marie-Josée,
Immeubles Grassi,
Industrielle Alliance,
Informatique EBR,
Laberge Doris,
Larocque Nicole,
LaVerghetta Sergio,

Le Cavalier du Moulin,
Le Montego Club,
Les Importations Oléa,
Les Viandes Walcovit,
Liquor Store cabaret,
Lucchesi Fernand,
Mack Sainte-Foy,
Malnig Guido,
Maltais Agnès, députée de Taschereau,
Manca Giovanni Jean,
Manera Giuliano,
Manera Sabrina,
Marcolin Elidia & Antonio,
Messina Maria Anna & Leonardo,
Mosti Mondiale 2000,
Paniconi Claudio,
Pichette Dave,
Plomberie Y. Beaudoin,
Polacco Luciano,
Proulx Sylvain,
Pusteria Aristide,
Putignano Tondolo Nella,
Raffaelli Lucio,
Raymond Chabot Grant Thornton,
Restaurant Au Parmesan,
Restaurant d'Europe,
Restaurant La Crémaillère,
Restaurant La Perla,
Restaurant Le Continental,
Restaurant Le Graffiti,
Restaurant Le Refuge,
Restaurant Portofino,
Ritondo Lugino,
Robitaille Jacques,
Rossini Riccardo,
Roveredo Germano,
Salon Elio,
Servello Antonio,
Société immobilière du Québec,
Stastny Marian,
Talbot Equipements,
Tecchio Livio,
Thériault Lise, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration,
Thibault Lise & Lucien,
Thibault Mario,
Titolo Luciano,
Toffoli Luigi,
Toffoli Nicole,
Torriano Federico,
Tournoi national Pee-Wee BSR,
Voyages Satellite,
Zaru Sebastiano.

La communauté italienne de Québec a fait don à la Ville de Québec d'un buste en bronze du célèbre poète florentin et père de la langue italienne, Dante Alighieri. Dévoilé hier sur la rue d'Auteuil, ce monument rappellera aux Québécois et aux visiteurs l'apport exceptionnel des Italiens à la Capitale nationale du Québec.

Merci à la Ville de Québec qui a fourni l'emplacement et l'infrastructure, à la Commission de la capitale nationale du Québec pour les travaux d'aménagement incluant le socle, à l'Association Italo-Québec ainsi qu'au Chapitre de Québec de la Chambre de commerce italienne.

Grazie aux donateurs et aux gens qui ont contribué à cette réalisation.

Dina Fava
Présidente du Comité
Organisateur Dante



M. Jean-Paul L'Allier, maire de Québec, M. Riccardo Rossini, Consul honoraire d'Italie à Québec, Mme Lise Thériault, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, M. Pierre Boulanger, président-directeur général de la Commission de la capitale nationale et Mme Dina Fava, présidente du comité organisateur Dante.

COMITÉ ORGANISATEUR

Mme Dina Fava, présidente

M. Raymond Belanger, président
Chapitre de Québec de la Chambre
de commerce italienne au Canada

M. Giuliano Manera, président
Association Italo-Québec et trésorier du Comité

M. James Monti, propriétaire
Restaurant Portofino

M. Antonio Servello, Grande Ufficiale dell'Ordine
al Merito della Repubblica Italiana

Mme Valentina Stagnani, directrice
Chapitre de Québec de la Chambre de commerce italienne au
Canada et coordonnatrice du Comité

PRÉSIDENT D'HONNEUR

Comm. Riccardo Rossini, Consul
honoraire d'Italie à Québec

RELATIONS OTTAWA-QUÉBEC

Lapierre voit Pelletier comme un « nœud »

OTTAWA (PC) — Visiblement exaspéré par les sorties répétées du ministre québécois des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, le gouvernement de Paul Martin est passé à l'attaque, hier.

Le lieutenant de M. Martin au Québec, le ministre Jean Lapierre, a carrément accusé M. Pelletier d'être un « nœud » entre Québec et Ottawa, voire de donner des munitions au Bloc québécois.

« Il y a une différence pratique entre être professeur d'université, donner des leçons, puis faire de la vraie politique et régler les dossiers », a ironisé M. Lapierre à sa sortie des Communies.

Selon ce dernier, les ministres fédéraux ont régulièrement maille à partir avec le secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC), que dirige Benoît Pelletier.

« Chaque fois qu'il y a une entente (entre Québec et Ottawa), les ministres en titre s'entendent très bien, mais quand ça passe au SAIC, on a l'impression qu'ils veulent réécrire la Constitution canadienne », a soutenu M. Lapierre.

« J'aimerais qu'il (M. Pelletier) ait le même esprit de collaboration que ses collègues, a ajouté le ministre des Transports. Parce que quelquefois, essayer d'être plus péquiste que les péquistes, les gens, quand ils ont un choix, ils voteront pour les vrais, pas pour les faux. »

Mardi, à Québec, le ministre Pelletier a estimé qu'Ottawa était « en train de refermer la porte » des pourparlers devant permettre au Québec de jouer un plus grand rôle sur la scène internationale.

À Ottawa, on confirme en coulisses ne pas être très enclin à conclure un accord bilatéral avec le gouvernement du Québec concernant son rôle international.

« Pour l'instant, on pense qu'on n'a pas besoin d'entente pour être capable de satisfaire aux exigences du Québec », a expliqué une source gouvernementale fédérale à la Presse canadienne, sous le couvert de l'anonymat.

Dingwall défend ses dépenses et semble espérer une allocation de départ

OTTAWA (PC) — Confronté à ses comptes de dépenses élevés devant un comité parlementaire, l'ex-président-directeur général de la Monnaie royale du Canada, David Dingwall, a maintenu, hier, qu'il n'avait rien à se reprocher, laissant même entendre qu'il pourrait avoir droit à une allocation de départ.

D'entrée de jeu, le pdg démissionnaire de la société d'État a donné le ton, affirmant qu'il avait été victime de « l'atmosphère empoisonnée » qui règne à Ottawa, où toutes les dépenses sont passées au crible par les partis d'opposition qui cherchent des scandales.

L'ancien ministre du gouvernement de Jean Chrétien a démissionné de son poste de président de la Monnaie, il y a trois semaines, la journée même où des médias révélaient les détails de ses comptes de dépenses salés.

Pour 2004 seulement, le bureau de M. Dingwall (ce qui comprend aussi les frais encourus par un petit groupe de proches conseillers) a soumis des dépenses de plus de 209 000 \$, couvrant des repas dans des restaurants de luxe, un abonnement à un club de golf et toutes les dépenses liées à la voiture personnelle de M. Dingwall. Les documents indiquent aussi que la société d'État aurait repayé 1,29 \$ à l'ex-

président pour un paquet de gommes.

« Je demeure convaincu que les vérificateurs en arriveront à la conclusion que les dépenses de mon bureau étaient toutes justifiées (...) et qu'ils constateront que la société n'a même jamais payé le paquet de gommes mentionné dans les médias », a déclaré M. Dingwall, brandissant un emballage de gommes pour appuyer ses propos.

La vérification en question devrait être rendue publique la semaine prochaine. Mais plus que les comptes de dépenses de l'ex-président de la Monnaie, c'est l'idée qu'il reçoive une prime de départ qui a scandalisé les députés d'opposition, certains libéraux et le public. Le gouvernement affirme qu'il pourrait y avoir droit, en vertu de son contrat.

Interrogé à plusieurs reprises sur cette question, M. Dingwall n'a jamais voulu dire qu'il n'aurait pas droit à une prime de départ, bien qu'il ait volontairement démissionné de son poste.

Les échanges ont rapidement tourné à l'affrontement, l'ancien ministre du gouvernement de Jean Chrétien n'ayant rien perdu de ses réflexes de politicien.

« Croyez-vous que, d'un point de vue éthique, vous avez droit à une prime de départ ? » a lâché le néodémocrate Ed Broadbent.

« Je crois que j'ai droit à tous les transferts de droit qui me reviennent », a répliqué le témoin, ne bronchant à peine devant l'exaspération et la frustration des députés.

Combatif, il a même accusé Brian Pallister, le député conservateur qui a mis au jour toute l'histoire, de mener une campagne de désinformation sur ses comptes de dépenses en propageant de « fausses informations ». « Moi aussi je peux lancer des allégations », a-t-il crâné, haussant un peu le ton.

Comme il l'avait écrit dans sa déclaration distribuée la journée de sa démission, M. Dingwall a promis de rembourser toutes les sommes si les vérificateurs trouvaient des erreurs.

« Je donne cet engagement de cœur léger puisque j'ai confiance qu'aucune erreur n'a été commise », a-t-il noté.

Il précise aussi qu'il n'a pas dépensé d'argent de contribuables puisque la société d'État s'est mise à enregistrer des profits au moment de son arrivée à sa tête. Est-ce cet argument justifie vraiment ces dépenses élevées ? a demandé la députée bloquiste Louise Thibault.

Selon M. Dingwall, les dépenses étaient nécessaires pour aider à l'expansion des affaires de la Monnaie royale et trouver de nouveaux clients.



David Dingwall

Trois jours de grève à la CSQ

■ Réunis, hier, en conseil général de négociation, les 300 délégués de la Centrale des syndicats de l'enseignement (CSQ) ont adopté une résolution en faveur de la tenue de trois journées de grève dans l'espoir de faire débloquer les négociations avec le gouvernement en vue du renouvellement des conventions collectives. D'ici le 8 novembre, les 110 000 membres de la CSQ seront appelés à se prononcer sur cette résolution dans le cadre d'assemblées générales. La CSQ emboîte donc le pas au front commun CSN-FTQ qui consulte actuellement ses 200 000 membres sur la tenue de quatre jours de grève. Les alliés de la CSQ au sein du Secrétariat intersyndical des services publics sont aussi en mode « débrayage » : à compter de lundi prochain, le SFPQ entreprend une nouvelle ronde de grèves sectorielles et tournantes, alors que le SPGQ vient d'aller chercher un mandat de trois jours de grève auprès de ses membres. *Gilbert Leduc*

ROHDE

Tout terrain

Si confortables que vous pourrez marcher des heures durant, à la ville comme à la campagne.

Jolan

chaussure-conseil pour hommes, femmes et enfants

Place Laurier 651-7418 Place Fleur de Lys 525-6755

Résidence pour personnes âgées

Autonomes ou en légère perte d'autonomie

Un cadre de vie qui joint l'utile à l'agréable.

Ce prestigieux complexe immobilier offre confort et sécurité aux personnes âgées autonomes ou en légère perte d'autonomie. Ses résidents jouissent d'une vue imprenable sur la ville de Québec, au cœur d'un milieu de vie des plus charmants.

JOURNÉE PORTES OUVERTES

Dimanche 23 octobre

13h à 17h

Ouvert au grand public
Appartements modèles à visiter

OCCUPATION NOVEMBRE 2005



Informations générales

- Studio, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2
- Entièrement insonorisé
- Grand salon communautaire et salons intimes
- Bâtiment de béton à l'épreuve du feu
- Salle de bain complète
- Tous les logements sont loués chauffés, éclairés et eau chaude fournie
- Stationnements intérieur et extérieur
- Deux ascenseurs
- Chute à déchets
- Espaces de rangement additionnels disponibles
- Personnel 24 heures
- Salon coiffure
- Chapelle
- Salle à manger

Heures d'ouverture

9 h 30 à 17 h 30 : Lundi au vendredi
12 h à 16 h : Samedi

Bureau de location

5900, 3^e Avenue Est (coin Henri-Bourassa), Charlesbourg Tél.: 626-7575

Saint François
RÉSIDENCE

Site clôturé à proximité de la communauté religieuse des Soeurs de St-François d'Assise. La Résidence Saint-François, une réalisation du Groupe Immobilier Egima (S.E.C.)

LE PREMIER GRAND DÉBAT TÉLÉVISÉ À LA TÉLÉVISION DE RADIO-CANADA ET À RDI



BOUCHARD, BELLEMARE, BOUCHER, LAROSE, QUATRE NOMS, QUATRE PROJETS DE VILLE... COMMENT ENTENDENT-ILS GÉRER L'AVENIR DE QUÉBEC ?

DÉBAT - ÉLECTIONS MUNICIPALES, VILLE DE QUÉBEC
AUJOURD'HUI À 17 H

WWW.RADIO-CANADA.CA



RADIO-CANADA
VOUS ALLEZ VOIR.

LE MONDE

Wilma est devenu le pire ouragan

Cuba se mobilise; le Mexique et la Floride pressent les touristes de s'en aller

■ CUNCUN, Mexique (AFP) — Ouragan Wilma, qui a atteint la catégorie 5, la plus élevée de l'échelle Saffir-Simons, avant de faiblir à 4 hier soir, progresse vers la péninsule du Yucatan, dans l'est du Mexique, et Cuba, où les autorités ont entrepris l'évacuation de quelque 235 000 personnes. Il a déjà fait 13 morts dans les Caraïbes.

Wilma, le cyclone le plus puissant jamais répertorié dans l'Atlantique, a légèrement faibli mais il reste extrêmement dangereux avec des vents soufflant à 250 km/h.

Le cyclone pourrait continuer de perdre un peu de sa force au cours des prochaines heures, selon le Centre national des ouragans (NHC), basé à Miami.

Cependant, « le cyclone a amplement le temps de se renforcer avant de s'approcher du Yucatan » demain matin, a averti le NHC.

Wilma est passé en moins de 24 heures, mardi de tempête tropicale à cyclone de catégorie 5.

Wilma, qui ne devrait pas menacer la Louisiane ni les installations pétrolières du golfe du Mexique, est nourri par les eaux chaudes des Caraïbes.

La tempête, « potentiellement catastrophique » selon le NHC, se déplace

vers l'ouest/nord-ouest à 13 km/h. Une fois dans le golfe du Mexique, elle devrait virer brutalement au nord-est, pour se diriger vers la Floride.

Wilma pourrait frapper la Floride dès samedi, mais sa course reste incertaine.

« Nous sommes face à une grande perte potentielle de vies humaines », a déclaré le directeur du NHC, Max Mayfield. Les touristes et les non-résidents ont commencé hier à évacuer les Keys, à l'extrême pointe sud de l'État.

La Maison-Blanche, blâmée pour son incurie quand Katrina, de force 4, a frappé La Nouvelle-Orléans, fin août, a demandé aux Floridiens de suivre les consignes d'évacuation des autorités locales.

Le gouvernement américain a aussi proposé hier de complètement « réorganiser » l'Agence fédérale de gestion des crises (FEMA) « dépassée » par le Katrina, au moment où Wilma, menace les côtes américaines.

LE MONSTRE PROGRESSE

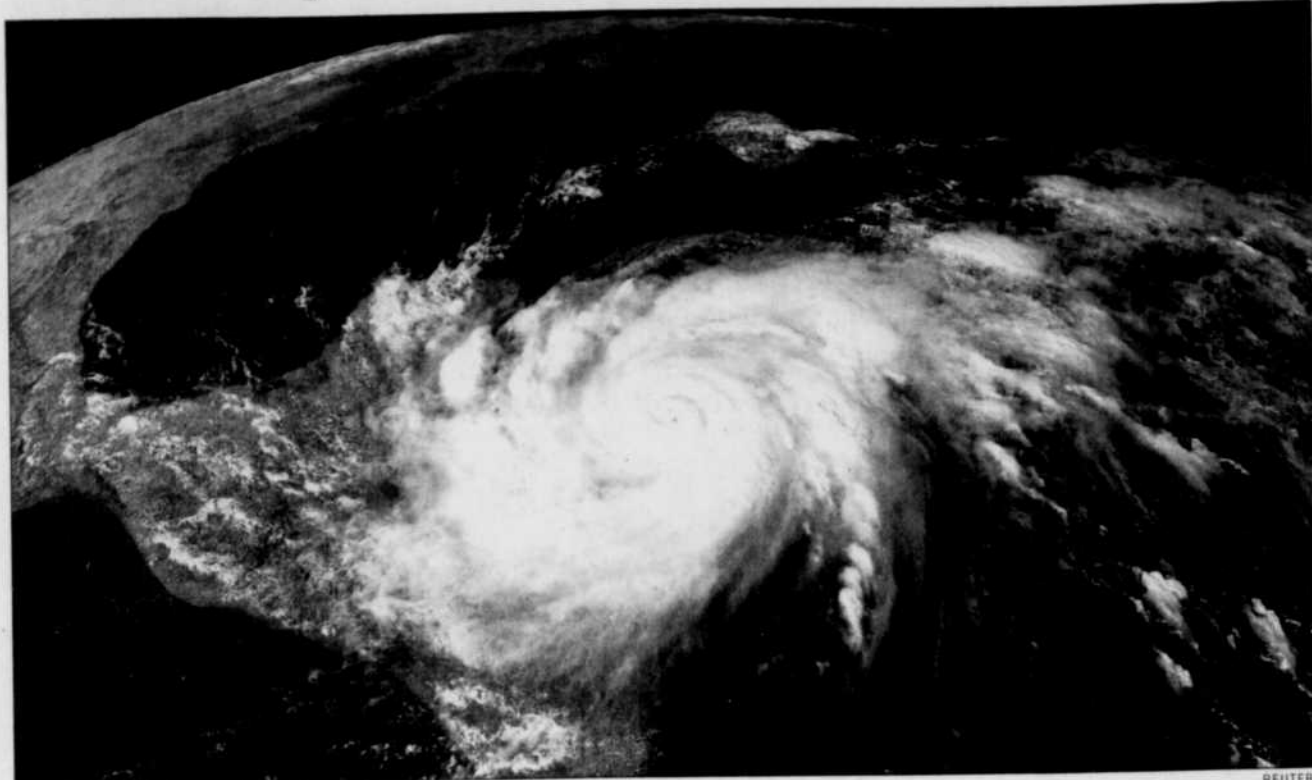
Il s'agit du 12^e ouragan de la saison cyclonique dans l'Atlantique, une première depuis 1969.

À Haïti, au moins 12 personnes en sont mortes et 2000 autres ont été chassées de leur domicile par ses inondations.

À 23h, de notre heure, hier, Wilma se trouvait à 380 km au sud-est de l'île de Cozumel (Mexique) et se déplaçait en direction est-nord-ouest.

Demain, le cyclone devrait brusquement progresser vers le nord-est, ciblant l'extrémité ouest de Cuba.

Un ordre d'évacuation a été émis pour la zone hôtelière de Cancun, où 33 300 touristes sont hébergés, deux



Au-dessus des Caraïbes, hier après-midi, l'image par satellite du plus puissant ouragan jamais répertorié dans l'Atlantique.

illes au large de Cancun — Isla Mujeres et Holbox — et la lagune de Punta Allen, à 100 km plus au sud.

Mexico a demandé hier aux quelque 70 000 touristes en vacances dans la région de Cancun de rentrer dans leur ville ou leur pays d'origine.

La région de Cancun est régulièrement frappée par des cyclones.

Des centaines d'écoles du Quintana Roo seront fermées aujourd'hui et demain. Plusieurs seront utilisées comme abris. Des vagues de 2 à 3 mètres frapperont la côte.

Les autorités cubaines ont entrepris hier l'évacuation de quelque 235 000 personnes dans la province de Pinar del Rio, la plus occidentale du pays et la plus menacée.

Quelque 10 000 habitants ont été en outre évacués de zones à risque ou affectées par des inondations ou des

glissements de terrain dans les provinces orientales de Granma, Santiago de Cuba et Guantanamo, qui connaissent depuis mardi de fortes pluies provoquées par le cyclone.

Cuba, que les cyclones de l'Atlantique évitent rarement, est bien rodée aux exercices d'évacuations massives de la population.

PHÉNOMÈNE IMPRÉVISIBLE

« Il faut être en alerte devant cet ouragan extrêmement dangereux, qui en seulement sept heures est passé de la catégorie 1 à la catégorie 5, c'était imprévisible. La zone de danger pour Cuba c'est l'ouest, vendredi », a dit le chef du Centre de prévisions de l'Institut météorologique de Cuba.

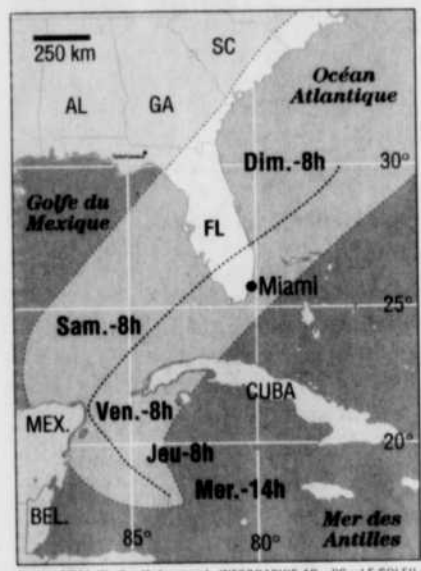
Cuba a été sévèrement mise à l'épreuve cette année par le cyclone Dennis — 16 morts et 1,4 milliard \$US

de pertes — ainsi que Rita et Katrina.

À la Jamaïque (un mort), les pluies provoquées par Wilma ont commencé à s'atténuer mais 400 personnes ont dû trouver refuge et des centaines sont privées de communications en raison des fortes inondations et de glissements de terrain.

Ce cyclone devrait entraîner des précipitations dépassant les 60 cm dans les régions montagneuses de Cuba et près de 40 cm à la Jamaïque, la région du Yucatan et le Honduras devant recevoir environ 30 cm de pluie.

Les pays d'Amérique centrale, notamment le Honduras et le Nicaragua, craignent des inondations après le passage de Wilma. Les glissements de terrain consécutifs à la tempête tropicale Stan ont fait plus de 2000 morts il y a deux semaines en Amérique centrale, essentiellement au Guatemala.



Source: NOAA Weather Underground, INFOGRAPHIE AP—LE SOLEIL/ESR

Procès de Saddam ajourné au 28 novembre

Arrestation d'un neveu et principal financier de l'insurrection en Irak

■ BAGDAD (AFP et AP) — Saddam Hussein, se proclamant comme le président légitime d'Irak, a défié le tribunal et plaidé non coupable, au premier jour de son procès hier pour le massacre de 143 chiïtes à Doujaïl, en 1982.

La prochaine audience de ce premier procès du président déchu, jugé avec sept de ses lieutenants pour ce même crime, a été fixée au 28 novembre par le Tribunal spécial irakien (TSI) pour permettre d'entendre les témoins, a indiqué le porte-parole du tribunal, Raed Al-Jouhi.

L'ex-dictateur et ses coaccusés ont plaidé non coupables des accusations portées contre eux par le président du tribunal, le juge Rizkar Mohammed Amine, un Kurde, dans ce procès tenu dans la Zone verte, secteur ultra-protégé du centre de Bagdad, et retransmis en différé par les télévisions du monde.

Ils « sont accusés de meurtre, d'expulsion forcée, d'emprisonnement et de torture » et « ont des responsabilités personnelles dans ce cas », a-t-il dit en référence au massacre des 143 chiïtes à Doujaïl au nord de Bagdad, après des tirs contre le convoi présidentiel. Ils risquent la peine capitale.

« JE SUIS INNOCENT »

« Je répète ce que j'ai dit, je ne suis pas coupable. Je suis innocent », a dit Saddam Hussein, 68 ans, devant les cinq juges du TSI installé dans une salle de l'ex-siège du parti unique Baas, entouré de strictes mesures de sécurité.

Ses sept coaccusés, dont l'ancien vice-président, Taha Yassine Ramadan, et un demi-frère de Saddam Hussein, Barzan Ibrahim Al-Hassan, ont aussi affirmé être « innocents ».

L'ex-président, détenu sur une base américaine près de l'aéroport international de Bagdad, et nombreux de ses collaborateurs sont accusés de crimes contre l'humanité et crimes de guerre, mais l'instruction d'autres affaires que celle de Doujaïl, comme les massacres de Kurdes et de chiïtes, n'a pas encore été achevée par le TSI.

Dès l'ouverture du procès, Saddam Hussein, costume sombre et chemise blanche sans cravate, a refusé de répondre aux questions du juge, et récité d'emblée le TSI mis en place par les



Dans le box des accusés, Saddam Hussein, le Coran sur les genoux, et deux des sept coaccusés, Awad Hamed Al-Bandar, au centre, et Taha Yassine Ramadan, derrière.

Américains en décembre 2003, quelques jours avant la capture de l'ex-dictateur.

« Qui êtes-vous ? Que voulez-vous ? » a lancé sur un ton de défi Saddam Hussein au président du tribunal qui lui demandait de décliner son identité complète.

« Je me réserve le droit constitutionnel de faire valoir mes droits de chef d'État et je refuse de répondre », a-t-il ajouté, portant un vieil exemplaire du Coran, debout dans un box. « Je ne reconnais pas votre autorité parce que tout (ce qui est fait dans ce tribunal) est infondé ».

Un vif échange a en outre opposé le procureur et la défense, après l'évocation par le premier de crimes imputés à l'ex-dictateur autre que celui de

Doujaïl. Le procureur a été rappelé à l'ordre par le juge Amine.

C'est surtout dans le fief de l'ex-dictateur à Tikrit, au nord de Bagdad, que la tension était la plus forte à l'ouverture du procès. L'armée américaine et la police irakienne ont tiré en l'air pour y disperser des manifestants criant : « Avec notre âme, avec notre sang, nous nous sacrifions pour toi, Saddam ».

Dans un vieux café de Bagdad, l'apparition de Saddam Hussein sur les écrans a provoqué une onde de choc parmi ses partisans. « Notre héros humilié », murmure un vieux client.

POUR SON EXÉCUTION

Mais à Doujaïl, des manifestants, dont des femmes portant des portraits

de leurs proches tués en 1982, ont déployé des banderoles demandant « l'exécution du tyran ».

« Jour historique pour les Irakiens », « Jugement d'un tyran », « Premier dictateur arabe à être jugé », ont clamé des médias irakiens. Mais Bagdad a affirmé qu'il n'intervenait en aucune façon dans ce procès, mettant de l'avant l'« indépendance » de la justice.

Le président américain George W. Bush, dont les troupes ont chassé Saddam Hussein du pouvoir en avril 2003, « a été tenu informé » du déroulement du procès qui, a affirmé la Maison-Blanche, « suit les critères de base de la justice internationale ».

Néanmoins, la fille aînée de Saddam Hussein, Raghda, a parlé d'une « farce » affirmant que son père s'était comporté comme un « lion » pendant l'audience, dans une déclaration télévisée.

Avant le début du procès, deux obus sont tombés sur la Zone verte, sans faire de victime.

Et dans le dernier épisode de la violence, le correspondant à Bagdad du quotidien anglais *Guardian*, Rory Carroll, un Irlandais de 33 ans, a apparemment été enlevé, alors que sept irakiens ont péri dans des attaques.

IBRAHIM HORS DE LA SYRIE

Yassir Sabhawi Ibrahim, neveu de Saddam Hussein, présenté comme le principal financier de l'insurrection antiaméricaine en Irak, a par ailleurs été arrêté hier à Bagdad par la police irakienne, ont annoncé de hauts responsables de la sécurité.

Cette arrestation fait suite à la décision de la Syrie de renvoyer vers l'Irak Yassir Sabhawi Ibrahim qui s'était réfugié sur son sol.

Fils du demi-frère de Saddam Hussein, Sabhawi Ibrahim Al-Hassan Al-Tikriti, il a été arrêté dans un appartement de Bagdad.

« C'est l'homme le plus dangereux de l'insurrection », a affirmé l'un de ces responsables qui travaille comme coordinateur entre les autorités irakiennes et les services de renseignement américains.

« C'est l'un des coups les plus sérieux portés aux réseaux terroristes », a renchéri un autre responsable, membre haut placé du ministère irakien de la Défense.

Les autorités syriennes ont forcé Yassir Sabhawi Ibrahim à rentrer en Irak, mais ne l'ont pas remis aux autorités irakiennes.

Grippe aviaire: un pas positif pour l'homme en Hongrie

PARIS (d'après AFP) — Le virus de la grippe aviaire a continué hier sa progression, apparaissant en Russie occidentale, et a toutes les chances de se propager en Afrique et au Moyen-Orient selon des experts de l'ONU, alors qu'un prototype de vaccin hongrois a obtenu un premier résultat positif sur l'homme.

« Les essais cliniques (sur 150 volontaires) se sont avérés positifs, le sang des cobayes ayant produit des anticorps », a annoncé le ministre hongrois de la Santé, Jenő Racz, à Budapest.

« La Hongrie possède désormais une technologie grâce à laquelle elle pourra produire rapidement, en grande quantité et de manière efficace, un vaccin contre une version mutée du virus », a pour sa part déclaré Laszlo Bujdosó, le directeur des services vétérinaires hongrois (ANTSZ).

La mise au point d'un prototype de vaccin constitue une étape indispensable vers un véritable vaccin contre le virus mortel H5N1 dans le cas où celui-ci muterait pour se transmettre entre humains, avec le risque d'une pandémie.

Le virus a déjà été détecté en Roumanie, en Turquie et des résultats d'analyse sont attendus dans quelques jours pour la Grèce.

Le ministre grec de la Santé s'est rendu hier en mer Égée sur l'îlot d'Oinousses, où a été découvert le premier cas suspect de grippe aviaire de l'Union européenne, illustrant le souci des autorités de rassurer face au risque de propagation du virus.

L'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a averti que l'Afrique et le Moyen-Orient étaient menacés et qu'une propagation incontrôlée en Afrique de l'Est augmenterait les risques de pandémie humaine.

À contre-courant, la ministre espagnole de l'Agriculture Elena Espinosa a assuré que le risque d'une pandémie relevait « de la science-fiction ».

La Grande-Bretagne a annoncé vouloir acheter jusqu'à 120 millions de doses de vaccins traditionnels antigrippe (pour une population de 60 millions d'habitants) pour réduire l'impact d'une éventuelle pandémie.

Et il y a un bond des ventes de masques de protection aux États-Unis...



Ce coup de filet a permis d'arrêter Steeve Tremblay, 40 ans, de Longue-Rive, qui serait la tête dirigeante de ce réseau.

Réseau de trafic de stupéfiants freiné sur la Côte-Nord

La police arrête 33 personnes et saisit 350 grammes de cocaïne

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

■ BAIE-COMEAU — Les policiers de la Sûreté du Québec et de la Gendarmerie royale du Canada ont mis un frein, hier à l'aube, à un vaste réseau de trafic de stupéfiants.

Pas moins de 33 personnes ont été arrêtées et une vingtaine de perquisitions ont été réalisées, principalement à Longue-Rive, Baie-Comeau et Sept-Îles, sur la Côte-Nord.

Ce vaste coup de filet, qui a mobilisé près de 250 policiers, une première dans la région, a permis d'arrêter Steeve Tremblay, 40 ans, de Longue-Rive, qui serait la tête dirigeante de ce réseau. Ange-Aimé Létourneau, 54 ans, de Baie-Comeau, et Stéphane Bourque, 37 ans, de Sept-Îles, seraient aussi des acteurs importants.

Les autres individus appréhendés gravitaient autour de ces trois personnages. Parmi les prévenus, on retrouve un homme de 77 ans et une femme de 64 ans. Au total, plus de 150 chefs d'accusation ont été déposés, allant de gangstérisme au trafic de drogue en passant par complot et armes à feu mal entreposées.

Le bilan provisoire des perquisitions faisait notamment état de la saisie de 350 grammes de cocaïne, de près d'un

kilo de marijuana, de 800 pilules d'amphétamines, 25 000 \$ en argent liquide, en plus de 13 armes, 4 cellulaires, 7 balances et un véhicule volé.

Selon les policiers, qui enquêtaient depuis plus de deux ans sur ces individus, le réseau s'approvisionnait principalement en cocaïne, mais aussi en PCP et en marijuana dans les régions de Montréal, de Québec et de la Mauricie. Des individus de Montréal, Longueuil, Jolys et Sainte-Eulalie sont d'ailleurs aussi tombés dans ce coup de filet. L'enquête n'a pas permis de démontrer que le réseau nord-côtier, malgré son importance, serait relié à un groupe de malfaiteurs criminels.

RÉCLAMATIONS

Tremblay, Létourneau et Bourque ne sont pas au bout de leurs peines puisqu'ils font aussi l'objet de saisies de la part de Revenu Québec, qui leur réclame plus de 5 millions \$ en taxes et impôts impayés sur leurs revenus provenant de la vente de stupéfiants. Les résidences, commerces, biens meubles et véhicules des trois individus ont été saisis. D'autres véhicules sont aussi « gelés », a indiqué Donald Soucy, chef du service d'enquête et de projets spéciaux à Revenu Québec.

Les individus appréhendés sur la Côte-Nord ont tous comparu hier aux palais de justice de Baie-Comeau et de Sept-Îles. Ils reviendront devant la cour au cours des prochains jours pour la suite des procédures.

COUPES DANS DEUX PROGRAMMES D'INSERTION DES JEUNES AU TRAVAIL

La CRE de la Gaspésie- Les Îles demande à Ottawa de s'expliquer

GILLES GAGNE
Collaboration spéciale

■ NEW RICHMOND — La Commission jeunesse et la Conférence régionale des élus (CRE) de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine s'indignent des coupes du gouvernement fédéral touchant deux programmes d'insertion des jeunes sur le marché du travail.

Les groupes de défense de la jeunesse s'expliquent mal comment le ministère canadien des Ressources humaines et du Développement des compétences a pu leur signifier le mois dernier que le budget du programme Connexion compétences était à sec en Gaspésie et aux Îles. Cet avis survient quelques mois après une ponction régionale de 278 000 \$ dans le programme étudiant Placement carrière été.

« L'épuisement du budget du programme Connexion compétences survient deux mois après une tournée d'un fonctionnaire du bureau des Ressources humaines à New Richmond; il nous demandait de déposer des projets. Comment expliquer qu'on nous dise qu'il n'y a plus d'argent? Est-ce de la bonne gestion? Nous ne pourrions pas gérer nos organismes de cette façon », dénonce François Roussy, président de la Commission jeunesse Gaspésie-les-Îles.

La ponction menace quatre projets à l'issue desquels 65 jeunes de Sainte-Anne-des-Monts, de Gaspé, de Chandler et des Îles auraient réintégré le marché du travail.

« Si la situation n'est pas renversée par Ressources humaines et Développement des compétences Canada, ce sont 600 000 \$ de projets qui ne verront pas le jour. Nous avons écrit à la ministre Belinda Stronach et nous attendons une réponse », ajoute François Roussy.

MÉCONNAISSANCE

Michel Rioux, du Carrefour jeunesse emploi de la Haute-Gaspésie, juge que le retrait d'Ottawa témoigne d'une navrante méconnaissance des efforts à faire pour réintégrer les jeunes.

« On parle de jeunes qui, au départ, étaient très loin du marché du travail. La réinsertion, c'est comme un esca-

lier. Il faut y aller marche par marche. Avec ces coupures, on vient nous dire que nous travaillons pour rien. C'est de l'improvisation administrative et ce sont les jeunes qui paient », explique M. Rioux.

Il a su le 8 septembre que le projet devant débiter 18 jours plus tard ne pourrait compter sur des fonds d'Ottawa. Le projet a été amorcé, mais avec moins d'argent, donc moins d'incitatifs pour les jeunes.

Si la situation n'est pas renversée, des projets pour 600 000 \$ n'auront pas lieu

Le président de la CRE, Bertrand Berger, trouve paradoxal que le ministre de Développement économique Canada, Jacques Saada, soit venu annoncer des fonds de diversification en Gaspésie il y a quelques semaines alors qu'une autre main du même gouvernement vient enlever de l'argent susceptible de permettre à la jeunesse d'occuper de nouveaux emplois.

M. Roussy aimerait aussi qu'on lui explique à Ottawa comment il se fait que la Gaspésie-Les Îles soit la seule région québécoise ayant écopé le printemps dernier d'une baisse du budget de Placement carrière été.

« Le gouvernement s'est uniquement basé sur les données du recensement de 2001, ignorant à quel point il est important pour les jeunes de trouver un emploi dans leur région l'été. C'est de cette façon qu'ils développent des contacts pour l'avenir. C'est un outil crucial pour favoriser le retour des jeunes dans la région. Le signal que la réduction budgétaire leur envoie, c'est qu'ils devraient rester en ville pour travailler l'été », déplore-t-il.

GIGANTESQUE SOLDE D'ENTREPÔT

CETTE SEMAINE

NOUS PAYONS POUR VOUS

TPS & TVQ*

SUR TOUTES LES MARCHANDISES EN MAGASIN

OU

PAYEZ EN 24 VERSEMENTS

* - Ne s'applique pas aux commandes spéciales et antérieures ou avec toute autre promotion.
- Acompte de 30% - Solde sur livraison.

CONTEMPORAIN

TABLE 4 CHAIRES

A

LIT GRAND FORMAT

B

ÉLÉMENT MURAL

C

CLASSIQUE

CAUSEUSE

D

CAUSEUSE

E

CONTEMPORAIN

18 Courcellette Québec

CLASSIQUE

1215 boulevard Charest O. Québec
418.681.0171 1.800.463.2277
l Gallagherdumeuble.com

	24 VERS.*	24 VERS.*
A TABLE, 4 CHAIRES	1 395 \$ 46,80 \$	
B LIT GRAND FORMAT	1 995 \$ 66,93 \$	
C ÉLÉMENT MURAL	2 595 \$ 87,06 \$	
D CAUSEUSE CANAPÉ	1 795 \$ 60,22 \$	2 049 \$ 68,74 \$
E CAUSEUSE CANAPÉ	1 895 \$ 63,58 \$	2 449 \$ 82,16 \$

LA GALERIE DU MEUBLE

ÉDITORIAL

Président et Éditeur **ANDRÉ PROVENCHER**
 Rédacteur en chef **YVES BELLEFLEUR**
 Directeur de l'éditorial **PIERRE-PAUL NOREAU**
 Directeur de l'information **FRANÇOIS BOURQUE**

Électrochoc



Pierre-Paul Noreau

PPNoreau@lesoleil.com

Une douzaine de femmes et d'hommes reconnus pour leur contribution dans différents secteurs d'activités se sont levés hier pour soumettre à l'attention de leurs concitoyens un percutant manifeste contre le *statu quo* prévalant dans la société québécoise. Leur dramatique mise en garde vise à secouer la torpeur ambiante, à braquer les feux de la rampe sur les menaces très concrètes qui nous guettent et à créer ainsi les conditions pour un débat de fond sur les courageuses décisions à prendre pour

maintenir le Québec dans le peloton de tête. Leurs constats sont implacables et leurs pistes de solution, audacieuses et dérangeantes, soit à la mesure du réalignement majeur à opérer. Tous les Québécois de bonne foi sont interpellés.

Il est évidemment facile de trouver, que ce soit dans la composition même de ce regroupement *ad hoc* ou dans le texte d'une dizaine de pages étayant leurs inquiétudes et leurs propositions, matière à justifier un rejet en bloc de leur démarche. On le sait, il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Globalement pourtant, les membres du groupe de réflexion réunis autour de l'ex-premier ministre Lucien Bouchard n'inventent rien. Le déclin démographique et le fardeau trop lourd qu'il fait peser sur les générations à venir, le défi économique posé par la montée fulgurante des géants asiatiques ou le boulet que représente la dette sur les finances publiques sont des faits archi-discutés.

Les avenues envisagées ne sont pas nouvelles non plus, qu'on songe au dégel des frais de scolarité, à la hausse des tarifs d'électricité ou à la mise en place d'un Régime de revenu minimal garanti.

**Ce qui crée l'urgence,
c'est l'incapacité
d'envisager toute
réorientation significative**

Ce qui crée l'électrochoc, c'est la dénonciation claire et franche de l'immobilisme. Ce qui crée l'urgence et fait dire aux analystes qu'une inexorable descente guette le Québec, c'est l'incapacité d'envisager toute réorientation significative en raison de l'égoïsme ambiant, de l'indifférence et de la prise en otages des instances décisionnelles par des groupes de pression.

Plusieurs d'entre eux, et particulièrement les centrales syndicales, essuient une critique cinglante pour avoir « monopolisé le label « progressiste » pour mieux s'opposer au changement qu'impose la nouvelle donne ». Tout en touchant un facteur réel de la difficulté de remettre nos façons de faire en question, le groupe de réflexion pêche là par excès de zèle dans la critique et par parti pris.

Comme l'a relevé avec justesse Henri Massé, président de la FTQ, le milieu des affaires est représenté au sein du groupe de réflexion contrairement aux syndicats, mais n'est pas interpellé par le contenu, ayant bien peu à sacrifier dans le grand redressement souhaité. Mieux, il fait partie de la solution à travers la proposition « d'ouvrir la porte au privé ».

Mais LE SOLEIL qui est totalement à l'extérieur de cette initiative et n'a pas à la défendre malgré la présence du collègue André Pratte de *La Presse* parmi les signataires, n'a aucune raison de mettre en doute la sincérité de la démarche de ces derniers, ni son caractère non partisan.

Aussi, les éléments qui heurtent ne font pas disparaître la réalité du *statu quo*, ni la nécessité impérieuse du débat de fond sur les initiatives à mettre de l'avant sans tarder pour s'assurer que le Québec et ses citoyens progressent avec les meilleurs, sans sacrifier personne en chemin.

Les élus, bien sûr, ont eu tôt fait hier d'y aller de leur récupération politicienne. Mais ils doivent surtout comprendre qu'ils portent ensemble la responsabilité de créer les conditions propices au débat de fond, partageant avec tous les citoyens, la difficile mais obligatoire attitude de maturité devant les choix à trancher.

POINTS DE VUE

Des ratés et des bons coups!

Serge Côté

L'auteur est pédopsychiatre à Baie-Comeau

Depuis plus de 35 ans, dans mon travail, je suis confronté à la souffrance humaine sous toutes ses formes. Si j'ai pu constater (et participer) une évolution positive pour plusieurs, j'ai aussi constaté une détérioration importante pour d'autres, mais, heureusement, j'ai toujours eu la chance de travailler avec une équipe multidisciplinaire, que ce soit à la clinique d'aide à l'enfance (disparue dans le cadre de la naissance de la DPJ), le milieu scolaire, CLSC, CRDI, les organismes communautaires et enfin le cadre hospitalier. Pour le meilleur et pour le pire, j'ai aussi rempli un rôle administratif, ce qui m'a permis de bien connaître le système.

Eh oui, comme le souligne Arcand dans son documentaire, il y a des ratés dans le système.

Mais il y a aussi de très bons sauvetages. Sauf qu'aujourd'hui on ne parle que du négatif et on semble savourer ce nectar empoisonné. Ce qui me peine plus, ce sont les blâmes que l'on adres-

se aux pédopsychiatres et au milieu scolaire (D. Poirier, LE SOLEIL, 15 octobre 2005).

AGGRAVATION

Il est indéniable que, depuis un peu plus de 10 ans, il y a une aggravation des difficultés des jeunes avec la drogue, mais aussi d'une souffrance parentale importante avec ses conséquences sur le vécu des enfants. La solution sera dans le partenariat et dans l'action et non dans des discussions interminables.

Dans une cause de meurtre, nous avons été quatre professionnels (psychologue, travailleur social, criminologue et pédopsychiatre) à faire nos recommandations : cela avait été enrichissant cliniquement pour nous et bénéfique pour la clientèle et la société. Il devrait y avoir plus de ce partenariat et moins de bureaucratie. Je pratique actuellement à Baie-Comeau et nous avons beaucoup d'échanges avec ces organismes.

Espérons que dans le nouveau projet de loi, la pédopsychiatrie soit impliquée différemment du premier projet de loi des années 70.

Nos résidences avant Dorion-Coulombe!

Claude Bégin

L'auteur et les cosignataires sont du quartier Stadacona de Limoilou

La maison Dorion-Coulombe, en bordure de la rivière Saint-Charles et du parc Cartier-Brebeuf, dans le quartier Stadacona de Québec, est une coquille vide présentée comme bien patrimonial, se promenant d'un site à un autre au gré des promoteurs et des intérêts.

Investir 400 000 \$ en fonds publics pour rénover une maison qui n'a rien d'historique frise le scandale. Le site choisi pour la relocalisation des vestiges de la maison Dorion-Coulombe, les rues Doma-Gaya et Bibeau où la maison est désormais située, n'ont aucun lien historique avec la maison Dorion-Coulombe. Les maisons qui se sont construites dans le quartier depuis au-delà de 100 ans appartiennent à des résidents et ils sont ceux qui constituent l'âme du quartier.

Le montant de 400 000 \$ en provenance de la Ville de Québec et du ministère de la Culture représente une dépense qui se justifie difficilement : ces 400 000 \$ n'auraient-ils pas été mieux utilisés si on avait aidé, plutôt,



La maison Dorion-Coulombe

les gens du quartier à rénover leurs demeures car elle en ont grand besoin et leurs propriétaires ont des revenus modestes de 30 000 \$ par année en moyenne. Ces maisons sont construites sur ces lieux depuis au-delà de 80 ans. Elles font partie de l'histoire du quartier et de la rivière Saint-Charles.

Relocaliser et rénover la maison Dorion-Coulombe sur la rue Doma-Gaya représente un cadeau empoisonné

pour les gens du quartier, même si la conseillère Odile Roy voit déjà la maison comme un lieu d'arrêt et un point de service dans le parc linéaire de la rivière Saint-Charles. Elle souhaite qu'on puisse s'y désaltérer ou louer de l'équipement comme des patins et accueillir les activités de certains organismes communautaires, tels la Société de la rivière Saint-Charles qui s'y établirait. Sans avoir été consultés, les résidents du quartier se voient imposer un lieu public qui augmentera l'achalandage et dérangera à coup sûr leur quiétude. Un grand nombre de personnes âgées habitent à proximité.

Aussi, les signataires de cette lettre réclament-ils que la conseillère et un représentant du ministère de la Culture viennent justifier le bien-fondé de pareil projet. Ils réclament en outre que les coûts de rénovation soient évalués par un bureau d'architectes indépendants et que les travaux fassent l'objet d'un moratoire dans l'attente de plus de clarté dans ce dossier.

*Cosignataires : Pierre Gravel, Francine Gravel, Roméo Pelletier, Achille Muzzulo, André Marcoux, Nathalie Delamare, Micheline Delamare, Raymond Labrie

ANDRÉ ARTHUR PERDRA-T-IL SON MICRO ?



CARREFOUR DES LECTEURS

Merci, monsieur Landry

Bernard Landry affirme ne pas avoir été informé de « l'erreur de jeunesse » de son ancien ministre, André Boisclair, que si une histoire pareille lui était venue aux oreilles, alors qu'il occupait le fauteuil de premier ministre, il aurait immédiatement déclenché une enquête. « Cela aurait été une chose extrêmement grave pour moi » (...) J'aurais fait faire une enquête sur les circonstances, sur la façon, sur la manière, sur la fréquence de ceci et de cela (...) il aurait fallu que je m'informe des faits et j'aurais jugé d'après les faits », a-t-il expliqué, sans donner plus de détails.

Merci, monsieur Landry de cette précision. On l'attendait depuis longtemps. On sait maintenant une chose sur l'affaire Boisclair : comme premier ministre, Bernard Landry ne savait rien de cette affaire et il n'en avait jamais été mis au courant. Mais, le prédécesseur de monsieur Landry, Lucien Bouchard, savait-il quelque chose, lui, sur le comportement exceptionnel de son jeune ministre ? Et s'il le savait, qu'a-t-il fait à cette époque et, s'il n'a rien fait, pourrait-il nous dire ce qu'il aurait fait, s'il avait décidé, en sachant la gravité de la chose, de faire quelque chose ? Cette histoire n'est sans doute pas close. De la bouche même de monsieur Landry, l'affaire Boisclair est jugée par lui comme étant sérieuse. Même jugée comme « extrêmement grave ». Mais pourquoi monsieur Landry ne désavoue-t-il pas immédiatement son ancien ministre puisque Boisclair a déjà avoué avoir consommé cette drogue illégale ? C'est le prochain pas à faire, monsieur Landry. Et si vous le faites, vous aurez un autre « merci » de ma part.

Nestor Turcotte
Matane

Mieux que pas d'emploi !

Les travailleurs de GM ont compris que s'ils veulent conserver leurs emplois, ils

auront des sacrifices à faire et qu'ils sont privilégiés dans la société. Ils ont compris qu'il valait mieux conserver leurs emplois avec des conditions inférieures que de ne pas avoir d'emploi du tout.

C'est la principale différence avec le mouvement syndical québécois, lequel croit encore aux trésors cachés et à la guerre du prolétariat. Les employés de l'État doivent être réalistes et réaliser que leurs conditions sont déjà extrêmement avantageuses si on les compare au reste de la population. Or contrairement aux travailleurs de GM, on ne les diminue pas, mais on les bonifie plutôt de 12,6% !

Il n'en reste pas moins qu'une meilleure responsabilisation individuelle et collective est la clé du succès pour toute société, gouvernement, compagnie ou mouvement !

Marc Dion
Québec

Heure avancée à l'année

On nous annonce que l'heure avancée pourrait entrer en vigueur un mois plus tôt et le demeurer un mois plus tard. Si les avantages d'une heure avancée qui dure plus longtemps sont si évidents, pourquoi ne pas l'avoir appliqué avant ? En effet, on se souviendra qu'en 1987, le début de l'heure avancée était fixé au premier dimanche d'avril plutôt qu'au dernier comme c'était le cas depuis 1957. Pourquoi alors ne pas l'avoir amené tout de suite au premier dimanche de mars ?

Quant à ce qui est proposé pour 2007, il importe de comprendre que le changement d'heure n'a rien à voir avec la température mais bien avec la durée du jour. En ce sens, puisque la durée des jours de novembre est plus courte que celle des jours de février : ne pourrait-on pas changer d'heure au début de février plutôt qu'au début de mars ? À moins que le gouvernement américain (véritable décideur de cette question) ne nous donne de nouveau rendez-vous

dans une vingtaine d'années pour bien faire sentir qu'il a à cœur les intérêts de sa population et tenter de faire oublier son indifférence face au sort des gens ordinaires plutôt que d'appliquer la meilleure solution dès maintenant. Pour ma part, je crois que si on peut vivre à l'heure avancée en novembre, (alors que les travailleurs et les écoliers risquent de se lever à la noirceur) alors on pourrait le faire toute l'année.

François Drolet,
Neuville

Pourquoi chasser le doc Mailloux ?

Le juge Alain Turgeon a chassé d'une salle d'audience le doc Mailloux pour des motifs qui laissent perplexes, même les avocats de la défense consultés. Je pense que ce juge a cédé à l'hystérie collective entretenue ces temps-ci envers le doc Mailloux. Il fait « politiquement correct » de participer au mouvement d'ostracisme de ce psychiatre. Cependant, en agissant ainsi, il a manqué, me semble-t-il, à son devoir de réserve. Plus encore, il a privé le psychiatre de son droit d'assister à cette audience pour y recueillir les éléments nécessaires afin d'assurer une meilleure défense pour sa cliente.

Jean-Guy Harvey
Rivière-du-Loup

Écrivez-nous !

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle ? Écrivez-nous à opinion@lesoleil.com

Adresse postale :
Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
410, boulevard Charest Est, C.P. 1547
Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

OPINIONS

RÉFLEXION

« Pour un Québec lucide »

Lucien Bouchard, avocat et ancien premier ministre du Québec,
Joseph Facal, professeur invité à HEC Montréal et ancien ministre,
Pierre Fortin, professeur de sciences économiques à l'UQAM,
Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal de 1998 à 2005,
Sylvie Lalonde, administratrice de sociétés,
Claude Montmarquette, professeur de sciences économiques à l'Université de Montréal,
André Pratte, éditorialiste en chef, « La Presse »,
Denise Robert, productrice, Cinémaginaire,
Jean-Claude Robert, professeur d'histoire à l'UQAM,
Marie Saint Pierre, présidente Marie Saint Pierre Design,
Guy Saint-Pierre, président de SNC Lavalin de 1989 à 1996 et ancien ministre,
Denise Verreault, présidente et chef de la direction, Groupe maritime Verreault.

Extrait du manifeste
« Pour un Québec lucide », rendu public hier.

Nous sommes inquiets. Inquiets pour le Québec que nous aimons. Inquiets pour notre peuple qui a survécu contre vents et marées, mais qui ne semble pas conscient des écueils qui menacent aujourd'hui son avenir.

(...)
Par rapport au reste du Canada, le Québec du dernier demi-siècle a donc accompli un rattrapage spectaculaire. Nous avons raison d'être fiers de ce progrès, réalisé grâce à un modèle de société qui, somme toute, a bien fonctionné. Cependant, nous ferions une grave erreur en nous satisfaisant de cette performance. D'abord parce qu'il reste du chemin à faire. Ensuite parce que c'est à l'aune du continent et à celle du monde qu'il faut aujourd'hui se mesurer.

Or, dès que l'on adopte ce point de vue plus large, on constate que le retard économique du Québec est loin d'avoir été comblé. Au plan du niveau de vie, notamment, le Québec fait encore partie des 25% les moins riches parmi les provinces et États d'Amérique du Nord. Au plan financier, le gouvernement du Québec fait figure d'un lourd albatros qui ne parvient pas à prendre son envol, notre dette publique par habitant étant la plus élevée du continent.

À cette constatation que l'économie du Québec a encore bien des croûtes à manger s'ajoutent deux menaces de première importance pour notre avenir. D'une part, le Québec s'appête à vivre le déclin démographique le plus rapide de tous les pays industrialisés à l'exception du Japon. D'autre part, comme toutes les autres régions de l'Occident, il subit déjà une concurrence féroce de la part des pays asiatiques, au premier chef de la Chine et de l'Inde.

RÊVER EN COULEURS

Nous ne doutons pas que le Québec ait les ressources pour combler son retard économique sur le reste du continent, assainir ses finances publiques, gérer convenablement son ralentissement démographique et affronter avec succès le défi asiatique. Nous sommes également convaincus qu'il n'est pas du tout nécessaire de jeter notre modèle de société à la poubelle pour faire face à ces défis. Seulement, le monde a changé et il nous faut nous adapter aux nouvelles réalités.

(...)
Ceux qui nient le danger sont aveuglés par le vent de prospérité qui souffle sur le Québec depuis quelques années. (...) C'est la particularité de la situation actuelle : le danger ne se présente pas sous forme de précipice, mais de longue pente descendante. Au premier coup d'œil, il ne semble pas y avoir de risque. Mais une fois amorcée, la glissade sera inexorable.

D'autres sont prêts à reconnaître certains des problèmes (...). Mais ils croient et tentent de faire croire à la population qu'il existe des solutions faciles à ces problèmes, par exemple « régler le déséquilibre fiscal ». (...) Mais cela n'aidera à résoudre partiellement qu'un seul des problèmes mentionnés, celui des finances publiques du Québec. Penser autrement, c'est rêver en couleurs ou ne pas savoir compter. Autre solution mise de l'avant : la souveraineté du Québec. Certains membres de notre groupe sont favorables à la souveraineté, d'autres pensent que l'avenir du Québec sera mieux assuré au sein du Canada. Les uns estiment leur option préférable à celle des autres mais nous avons tous la certitude que quel que soit le choix des Québécois, les défis qui confrontent le Québec resteront entiers.

EN PERTE DE VITESSE

Loin d'être abstraites et lointaines, les conséquences du déclin démographique commencent à se faire sentir ; on n'a qu'à penser à l'augmentation rapide des dépenses de santé que nos gouvernements n'arrivent pas à juguler et qui est en partie attribuable au vieillissement de la population. On sait aussi que l'économie québécoise croît moins rapidement que celle des provinces et États voisins ; or, la faiblesse de notre démographie est l'une des causes de cet essoufflement.

Ce frein va peser de plus en plus au cours des prochaines années, au point que la croissance réelle du PIB du Québec

sera réduite de moitié dès la prochaine décennie. L'impact sur la situation financière du gouvernement sera évidemment dramatique : d'une part, la hausse des dépenses de santé va continuer de s'accroître parce que la population âgée sera de plus en plus nombreuse ; d'autre part, l'augmentation des revenus va s'affaiblir parce que le nombre de travailleurs payant des impôts ira en diminuant.

Notre faiblesse démographique ne produira pas que des effets économiques. On peut craindre, en effet, qu'elle nous entraîne dans un cercle vicieux qui aura des impacts sociaux et culturels importants. Après être devenu, au cours des dernières décennies, une exceptionnelle terre d'accueil, un Québec plus âgé et moins dynamique aura de plus en plus de mal à attirer des immigrants. Le déclin démographique s'en trouvera aggravé, accentuant d'autant la menace pesant sur la vitalité de nos institutions culturelles. Le poids du français en Amérique, déjà minuscule, diminuera encore.

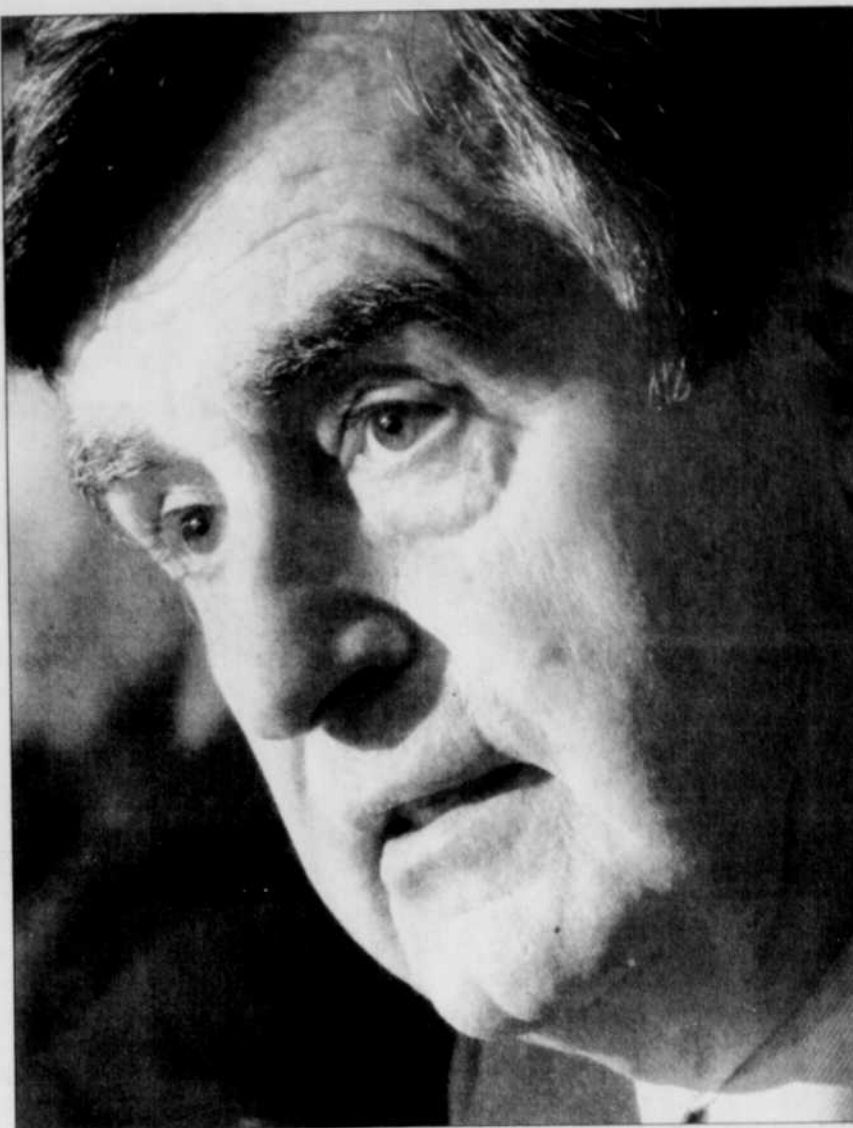
LE REFUS DU CHANGEMENT

Malheureusement, au moment précis où nous devons opérer un changement radical de notre façon de nous voir et de voir le monde qui nous entoure, la moindre évolution dans le fonctionnement de l'État, le moindre projet audacieux, le moindre appel à la responsabilité, la moindre modification dans nos confortables habitudes de vie sont accueillis par une levée de boucliers, une fin de non-recevoir, au mieux par l'indifférence. Cette espèce de refus global du changement fait mal au Québec parce qu'il risque de le transformer en république du *statu quo*, en fossile du XX^e siècle.

« Cette espèce de refus global du changement fait mal au Québec »

À l'heure actuelle, le discours social québécois est dominé par des groupes de pression de toutes sortes, dont les grands syndicats, qui ont monopolisé le label « progressiste » pour mieux s'opposer aux changements qu'impose la nouvelle donne. Le syndicalisme peut être une force positive et responsable ; il l'a maintes fois prouvé (...). Telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui par certains leaders syndicaux, particulièrement dans le secteur public, l'action syndicale ne se limite-t-elle pas trop souvent à une protection à courte vue des intérêts de ses membres ? Pour que la concertation que suppose notre modèle soit productive, il faut qu'il y ait des constats communs, un dialogue véritable, une prise en charge collective des responsabilités.

(...)
Tous se souviennent de l'ouverture et du leadership manifestés par les dirigeants syndicaux lorsque, d'un commun accord avec le monde des affaires et l'ensemble de la classe politique, ils ont donné en 1996 un appui indéfectible à l'atteinte du déficit zéro. Aujourd'hui



Lucien Bouchard et d'autres personnalités québécoises ont lancé un cri d'alarme, hier, contre le « statu quo » prévalant dans la société québécoise.

comme à cette époque, tous les Québécois sont interpellés par les mêmes défis. Nous ne parviendrons à les relever que si nous y travaillons ensemble.

La population québécoise s'accommode de cette situation de blocage parce qu'elle y trouve son aise. Les Québécois travaillent moins que les autres Nord-Américains ; ils prennent leur retraite plus tôt ; ils se paient des programmes sociaux plus généreux ; dans leur vie privée comme collective, ils s'endettent jusqu'à la limite de leur carte de crédit. Tout cela n'est qu'humain ; nous recherchons tous la vie la plus agréable possible. Mais il faut aussi être réaliste. D'ici quelques années tout au plus, nos rêves — en fait, pas les nôtres, mais ceux de nos enfants — seront brutalement interrompus par des coups sur la porte : les huissiers !

LUCIDITÉ, LIBERTÉ

Nous prenons la parole dans l'espoir de sortir de la torpeur actuelle avant qu'il ne soit trop tard. Un gouvernement seul, de quelque parti que ce soit, ne parviendra pas à vaincre la résistance et l'inertie. Les sonnettes d'alarme doivent retentir dans tous les milieux : politiques, intellectuels, leaders syndicaux, artistes, gens d'affaires, tous ceux qui aiment le Québec et veulent un avenir prospère pour cet îlot francophone en Amérique doivent prendre la parole. À tous ceux-là, nous lançons un appel à la lucidité, à la responsabilité, à la liberté.

La lucidité exige que nous arrêtons de nous bercer d'illusions. Le Québec est une société privilégiée, mais notre prospérité est menacée. En continuant d'écouter ceux qui nous disent que tout va bien, qui nous offrent des solutions à courte portée, nous nous destinons à un recul que nous ne parviendrons bientôt plus à freiner. Le temps viendra, beaucoup plus rapidement

► Pistes de solution

- Allègement du fardeau de la dette publique
- Investissement massif en éducation
- Abandon du gel des droits de scolarité
- Régime de remboursement des prêts étudiants proportionnel au revenu
- Maîtrise de plusieurs langues
- Environnement de travail favorisant la performance et l'innovation
- Hausse des tarifs d'électricité
- Réforme majeure de la taxation
- Régime de revenu minimal garanti
- Ouverture au privé

qu'on le pense, où nous serons trop peu nombreux, pas assez riches et trop engoncés dans nos vieilles façons de penser pour assumer la solidarité sociale qui nous est si chère, et pour promouvoir la culture sans laquelle nous ne sommes plus Québécois.

La responsabilité exige que nous mettions tous l'épaule à la roue. Chaque individu, chaque groupe, chaque leader doit abandonner le premier réflexe qui est celui de tous, en particulier dans le Québec d'aujourd'hui : protéger ses intérêts et faire appel à l'intervention du gouvernement. Au contraire, chacun doit se demander ce qu'il peut faire, dans son domaine et comme citoyen, afin de donner au Québec le souffle dont il aura besoin pour surmonter les défis de l'avenir.

La liberté suppose d'abord et avant tout qu'il soit possible de remettre en cause le *statu quo* sans être immédiatement convoqué devant le tribunal d'inquisition du consensus québécois. Autrement dit, la liberté commence par celle de penser et de dire autre chose que ce qui se pense et se dit depuis 40 ans. La liberté suppose le respect de ceux qui osent, qui sortent des sentiers battus, qui risquent. Elle requiert aussi — c'est un corollaire essentiel — le respect de ceux qui réussissent, plutôt que l'envie, les procès d'intention et la suspicion.

Les Québécois ont mis des années à se sortir de la Grande Noirceur et à rattraper le retard que leur avaient imposé le repli sur soi et un attachement démesuré à la tradition. Voilà que les mêmes travers nous guettent. Ne laissons pas glisser à nouveau sur le Québec l'ombre du passivisme.

QUELLES SOLUTIONS ?

Notre objectif est avant tout de sensibiliser les Québécois aux défis qui se présentent à eux. Nous n'avons pas de programme à vendre ; nous importons davantage le changement d'attitudes qu'exigent les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Les idées que nous mettons de l'avant ici visent précisément à accélérer le rythme de développement du Québec. À cet égard, quelques priorités nous semblent s'imposer d'elles-mêmes (...). C'est le cas de l'allègement du fardeau de la dette publique.

(...)

Libéré d'une partie du fardeau de la dette, le gouvernement du Québec pourrait aussi contribuer à une corvée essentielle pour la prospérité future du Québec, soit un investissement massif en éducation et en formation. Une petite nation pourra seulement faire sa marque par la qualité de sa main-d'œuvre, par le haut niveau de son développement culturel et scientifique, par sa créativité. (...)

Le niveau d'investissement requis pour atteindre ces objectifs dépasse les capacités financières de l'État québécois. C'est pourquoi un esprit de lucidité et de responsabilité mènera à l'abandon du gel des droits de scolarité, une politique qui va à l'encontre du bon sens et de toutes les études menées sur la question.

(...)
Comme les Québécois seront moins nombreux, il leur faudra être plus productifs. À une main-d'œuvre de qualité devra donc s'ajouter un environnement de travail favorisant la performance et l'innovation. Le Québec doit accroître ses investissements en recherche et développement dans les créneaux où il est déjà un leader mondial. Il nous faut aussi être innovateur en matière d'organisation de travail, même si cela exige la remise en question de certains acquis. (...)

La lucidité devrait aussi nous amener à revoir notre attitude collective en ce qui a trait aux tarifs d'électricité. (...) La politique tarifaire actuelle d'Hydro-Québec n'est qu'une des manières dont on peut profiter les Québécois de cette ressource ; ce n'est ni la plus productive ni la plus efficace. Contrairement à une perception répandue, elle profite davantage aux personnes à revenus élevés (qui auraient les moyens de payer plus) qu'aux personnes moins aisées (qu'on peut protéger contre les augmentations de tarifs). (...)

Dans le cadre du débat que nous souhaitons, d'autres avenues mériteraient d'être explorées, par exemple, une réforme majeure de la taxation. Les pays qui investissent beaucoup dans les programmes sociaux privilégient généralement les taxes sur la consommation plutôt que celles sur le revenu. Le Québec fait exactement l'inverse. (...)

Le Québec pourrait aussi envisager la création d'un Régime de revenu minimal garanti. Ce régime prendrait la forme d'un transfert direct à chaque citoyen et se substituerait à plusieurs programmes de redistribution existants, notamment les faibles tarifs d'électricité et le gel des droits de scolarité évoqués plus haut. (...)

LA FIN DE L'INTOLÉRANCE

D'autres que nous ont fait des propositions de ce genre dans les dernières années. On s'est empressé de les clouer au pilori, de monter contre eux des procès d'intention sans jamais prendre la peine d'étudier objectivement leurs idées. Cette attitude d'intolérance doit être abandonnée si l'on veut que le Québec soit en mesure de continuer à prospérer. (...)

Il faudrait aussi se défaire de la méfiance malsaine qui s'est développée dans certains milieux à l'égard du secteur privé. La naissance d'une telle attitude est assez paradoxale. Pendant des années, on a déploré le fait que l'économie du Québec soit contrôlée par des gens d'affaires de langue anglaise ; aujourd'hui que les francophones ont pris en main notre économie, on les dénonce à qui mieux-mieux, jusqu'à soupçonner leurs motifs lorsqu'ils contribuent temps et argent à la philanthropie. Ce faisant, on se prive encore de ressources précieuses, en particulier pour le financement des infrastructures. (...)

Ouvrir la porte au privé dans certains secteurs ne signifie pas l'abandon du modèle québécois. L'État doit bien sûr conserver son pouvoir régulateur, et dans certains cas le renforcer (...). Il s'agit tout simplement de rechercher un juste milieu (...).

UN ESPRIT NOUVEAU

Tous ne seront pas d'accord avec ces pistes de solution. Deux choses devraient toutefois faire consensus : l'ampleur des défis auxquels notre société fait face et la nécessité d'en débattre au fond, donc de les aborder avec un esprit nouveau. (...)

Nous invitons à se manifester tous ceux qui, comme nous, ressentent l'urgence d'un redressement. Notre démarche aura été inutile si elle ne trouve pas de larges échos dans la société québécoise. Le silence est confortable, mais le péril l'interdit. Plus nous serons nombreux à appeler au réveil de nos concitoyens, plus il y a de chances qu'ils nous entendent. Alors, comme tant d'autres fois depuis leur arrivée en Amérique, les Québécois prendront leur sort en main. Et ils réussiront.

Pour le texte complet du manifeste :
www.pourunquebec lucide.com

36 versements



Cuir véritable



Sofa **48⁸⁹**
36 mois
1759⁹⁹

43³³
36 mois
1559⁹⁹
Causeuse

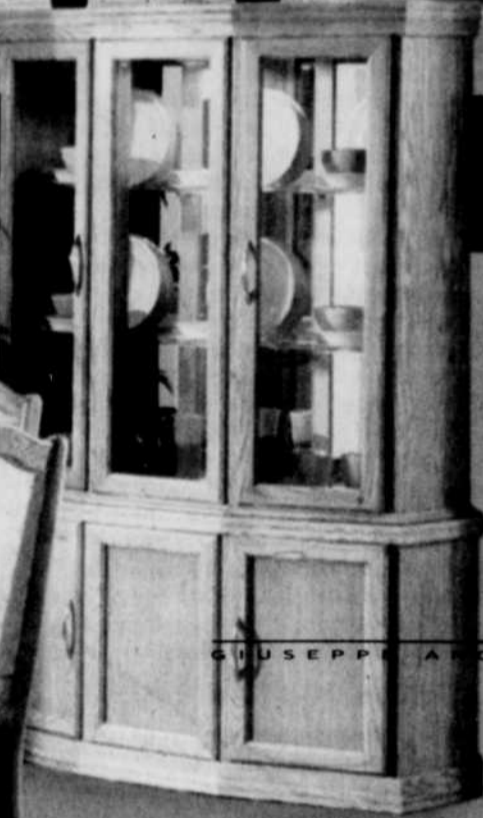
Épargnez 300\$

sur ensemble
salle à dîner

61¹¹
36 mois

2199⁹⁹

Courant: 2499⁹⁹



GIUSEPPE ARCESE FURNITURE LTD.

9 morceaux

30⁵⁵
36 mois

Courant: **1219⁹⁹**

1099⁹⁹



Épargnez 120\$

RIVE SUD
6 morceaux

Pied de lit et côtés en sus

Épargnez
100\$

meq

6 morceaux

Courant: **1399⁹⁹**

36¹¹
36 mois

1299⁹⁹



TANGUAY

Magasinez en ligne:
www.tanguay.ca

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province

LES SAULES
4875, boul. de l'Oratoire
(418) 871-4411
1 800 563-4411

BEAUPORT
777, rue Champlain
(418) 686-4411
1 800 563-6282

LÉVIS
5726, boul. Étienne-DuBois (angle Kennedy)
(418) 833-4511
1 800 563-4511

SAINT-GEORGES DE BEAUCE
8995, boul. Lacerte
(418) 226-4411
1 877 295-4411

RIMOUSKI
822, boul. Sainte-Anne, Route 132
(418) 725-4411
1 800 463-4411

RIVIÈRE-DU-LOUP
245, Mont-de-Ville
(418) 867-4711
1 800 510-4711

TROIS-RIVIÈRES
2200, boul. des Récollets
(819) 373-1111
1 800 465-2200

CHICOUTIMI
1996, boul. Talbot
(418) 696-4411
1 800 363-4711

* Sur approbation du service du crédit Accord D Desjardins. Ne payez que les taxes de vente (TPS et TVQ). Si un versement vient en souffrance, un intérêt sera calculé à compter de la date d'échéance du versement au taux annuel de 19,5% et sera chargé mensuellement au compte du client. (Exemple: solde en souffrance de 100\$, l'intérêt pour une période de 30 jours sera de 1,63\$). Achat minimum requis: 100\$ - 12 versements, 500\$ et plus, et items sélectionnés - 36 versements. Pledge à titre indicatif. Détails en magasin.